



VILLE DE
CHOISY-LE-ROI

Place Gabriel péri
94600 Choisy-le-Roi
www.choisyleroi.fr
☎ 01.48.92.44.44

Procès-verbal de la séance du Conseil municipal du Mercredi 13 décembre 2023

Le treize décembre deux mille vingt-trois à dix-neuf heures vingt, le Conseil municipal de la commune de Choisy-le-Roi, légalement convoqué à domicile par écrit le mercredi 6 décembre 2023, s'est réuni Salle du Conseil municipal – Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Tonino PANETTA, Maire.

Étaient présents :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, SASU Hancès, ALIROL Béatrice, Mme LORES Monique, POUDY Franklin, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, , DOS REIS Sabrina, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, BENKAHLA Malika, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien.

Étaient représentés :

Mme LANTERNIER Lucie	mandat à M. COELHO Vasco
M. THIAM Moustapha	mandat à M. SAYADI Walid
M. GARROUT Karim	mandat à Mme FRANCISOT Amandine
Mme COHEN Rachel	mandat à M. DRUART Frédéric
Mme DIMNET Jocelyne	mandat à Mme OSTERMEYER Sushma
M. CHIRRANE El Arbi	mandat à M. ID ELOUALI Ali
Mme FOURNIER Laura	mandat à Mme SASU Hancès
M. BALIAS Thierry	mandat à Mme FOURNIAUD Martine

Étaient absents :

M. FONDENEIGE Matthias
Mme LEMOINE Nathalie

Secrétaire de séance : Damien DESROCHES

Sommaire

→ Désignation du secrétaire de séance	5
→ Appel.....	5
→ Approbation du compte rendu de la séance du 20 novembre 2023	5
→ Déclarations introductives	5
CABINET	6
→ Désignation d'un adjoint de quartier – Gondoles Nord.....	6
RESSOURCES HUMAINES	6
→ Indemnités des élus	6
HYGIÈNE ET SANTÉ.....	7
→ Attribution d'une subvention à la Fondation Olga SPITZER dans le cadre de la cellule de prévention psychologique et de soutien à la parentalité.....	7
RESSOURCES HUMAINES	8
→ Modification du tableau des effectifs du personnel communal	8
→ Présentation du Rapport social unique (RSU)	9
→ Attribution de l'indemnité forfaitaire aux travaux supplémentaires des professeurs d'enseignement artistique chargés de Direction	13
→ Approbation de la convention d'adhésion à la mission d'intérim territorial proposé par le Centre interdépartemental de gestion de la petite couronne de la région Île-de-France.....	14
→ Prime sur le pouvoir d'achat	16
FINANCES	19
→ Actualisation de l'autorisation de programme Mandela Langevin et de ses crédits de paiement	19
→ Décision modificative n°1 – Exercice 2023 – Budget principal de la commune.....	20
→ Décision modificative n°1 – Exercice 2023 – Budget annexe des parkings	33
→ Subvention d'équilibre 2023 du budget principal au budget annexe des parkings	36
→ Admission en non-valeur de créances irrécouvrables – Budget principal de la commune	37
→ Admission en non-valeur de créances irrécouvrables – Budget principal des parkings	37
→ Attribution d'un acompte de subvention au Théâtre cinéma et du CCAS de Choisy-le-Roi – Budget 2024.....	38
→ Ouverture anticipée de crédits – Investissement 2024	39
MARCHÉS PUBLICS.....	39
→ Adoption du schéma de promotion des achats socialement et écologiquement responsables (SPASER) de la commune de Choisy-le-Roi	39

HABITAT	40
→ Approbation de l'avenant n°1 à la convention pluriannuelle cadre de renouvellement urbain de l'Établissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre	40
COMMERCE	41
→ Rapport d'activité 2022 – Délégation de l'exploitation des marchés publics d'approvisionnement – Groupe GÉRAUD.....	41
URBANISME	47
→ Acquisition de huit biens sis dans le diffus avenue Villeneuve-Saint-Georges par la SAF94 à la Ville de Choisy-le-Roi	47
→ Quartier Sud : Autorisation de désignation de la maîtrise d'œuvre du nouvel équipement de quartier et son parvis planté – ZAC des Navigateurs – la procédure de concours restreint sur esquisse	51
DÉVELOPPEMENT LOCAL ET CITOYENNETÉ – DLC	53
→ Avenant n°3 à la convention locale cadre d'utilisation de l'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties TFPB dans les quartiers prioritaires de la Politique de la ville couverts par le contrat de ville Seine-Amont.....	53
PRÉVENTION SANTÉ SÉCURITÉ AU TRAVAIL – PPST	54
→ Convention-cadre relative à l'animation de dispositifs psychosociaux par le service Psychologie au travail du Centre interdépartemental de gestion (CIG) de la petite couronne	54
SPORTS	55
→ Tarification des activités sportives au 1 ^{er} janvier 2024	55
→ Répartition du solde des subventions aux associations sportives pour l'année 2023	56
ADMINISTRATION GÉNÉRALE.....	58
→ Modification de la désignation de représentant de la ville dans les conseils d'écoles maternelles et élémentaires, des conseils d'administration et des permanentes des collèges et lycées et écoles privées	59
→ Modification d'un représentant pour les assemblées générales des copropriétés appartenant à la commune.....	60
→ Modification de la composition de la commission d'appel d'offres.....	61
→ Modification de la composition de la commission des marchés de travaux.....	61
→ Modification de la composition de la commission de concession.....	62
→ Modification de la désignation de représentant de la commune dans les instances du Groupe d'intérêt public (GIP) de la cité des métiers du Val-de-Marne.	62
→ Modification de la désignation de représentant au comité du syndicat mixte d'aménagement et de gestion du parc des sports et de loisirs du Grand Godet	63
→ Modification de la désignation de délégué au Syndicat intercommunal funéraire de la Région parisienne (SIFUREP)	63
→ Modification de la désignation de délégué au Syndicat intercommunal de la périphérie de Paris pour les énergies et les réseaux de communication (SIPPEREC)	64

→ Modification de la désignation de représentant de la ville à la Commission consultative des services publics locaux (CCSPL)	64
→ Modification de la désignation de représentant la ville à la Mission locale Orly-Choisy-le-Roi-Villeneuve-le-Roi-Ablon-sur-Seine (MLOCVA)	65
→ Modification de la désignation de représentant de la commune à l'Espace autonomie – secteur 6 du Val-de-Marne (anciennement CLIC)	66
→ Modification de la composition des commissions municipales	67
→ Compte rendu des décisions L-2122-22 du Code général des collectivités territoriales	67

La séance est ouverte à 19 h 20 sous la présidence de M. Tonino Panetta, Maire de Choisy-le-Roi.

M. le Maire : Bonsoir chers collègues, nous allons ouvrir la séance. Si l'on peut s'écouter, si l'on peut s'écouter. Monsieur Bataille, si l'on ouvre la séance, bien, donc vous avez été convoqués dans les formes légales en séance du Conseil municipal.

→ Désignation du secrétaire de séance

M. le Maire : Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, vous avez à désigner un secrétaire de séance. Je vous propose Monsieur Desroches. Y a-t-il des votes contre ? Non, donc Monsieur Damien Desroches est secrétaire de séance.

(M. Damien Desroches est désigné à l'unanimité secrétaire de séance.)

M. le Maire : Je vais passer la parole à Monsieur Baranger, notre Directeur général des services, pour procéder à l'appel.

→ Appel

(M. Denis Baranger procède à l'appel.)

→ Approbation du compte rendu de la séance du 20 novembre 2023

M. le Maire : Bien, merci Monsieur Baranger. Vous avez reçu le procès-verbal de la séance du 20 novembre 2023. Y a-t-il des observations sur ce procès-verbal, Monsieur Guillaud-Bataille ?

M. Guillaud-Bataille : Oui, je souhaite qu'il soit noté sur ce procès-verbal, ou alors ce sera sur celui-ci, qu'après vérification, et j'ai à nouveau vérifié avant de venir, le Conseil territorial est bien retransmis en direct sur le site du Grand-Orly Seine Bièvre. Il est toujours disponible sur la plateforme YouTube, comme je l'ai affirmé. Le prochain Conseil de territoire du 19 décembre est d'ores et déjà annoncé sur les réseaux sociaux et sur le site comme étant diffusé. Étant donné que cela a donné lieu à un certain nombre de prises de bec tout au long de la séance, je voulais que les faits soient tout simplement consignés d'une manière ou d'une autre.

M. le Maire : Bien, ce sera consigné sur le procès-verbal de la présente séance, parce que le procès-verbal a retranscrit exactement ce qui avait été dit. Votre remarque concerne un ajout et non une modification du procès-verbal. Ce sera effectué dans ce procès-verbal-là. S'il n'y a pas d'autre intervention, le procès-verbal est adopté.

→ Déclarations introductives

M. le Maire : Vous avez donc reçu l'ordre du jour. Y a-t-il des observations sur cet ordre du jour ? Je n'en vois pas.

Sur table, vous avez une délibération. Il y a une toute petite modification, en accord avec les présidents de groupe, qui concerne une place de suppléant qui n'avait pas été nommé, en l'occurrence, Monsieur Guillaud-Bataille. Nous sommes tombés d'accord pour la présenter sur table et qu'elle soit votée, sauf s'il y avait un obstacle à cela, mais je ne pense pas qu'il y en ait.

CABINET

→ Désignation d'un adjoint de quartier – Gondoles Nord

M. le Maire : Nous avons à désigner, en remplacement de Monsieur Matthias Fondeneige, un adjoint au maire du quartier Gondoles Nord. Nous vous proposons Madame Bénédicte Hache, 9^e adjointe, comme adjointe de quartier aux Gondoles Nord.

Y a-t-il des observations sur cette proposition ? Je n'en vois pas. Nous allons procéder aux voies. Y a-t-il des votes contre ? Je n'en vois pas. Y a-t-il des abstentions ? Je n'en vois pas. C'est adopté à... ? D'accord, alors merci de le signaler, donc ne prend pas part au vote. Y a-t-il des pouvoirs ? Cela fait quatre ? Donc quatre. Il n'y a qu'un pouvoir, oui, donc ils sont quatre. C'est cela. Voilà, très bien, merci.

Vote de la délibération n°1

Ont voté pour : 37

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, M. THIAM Moustapha, SASU Hancès, M. GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, Mme COHEN Rachel, Mme DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, M. CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, , DOS REIS Sabrina, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, Mme LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, Mme FOURNIER Laura,

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 4 (DESPRES Catherine, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, GUILLAUD-BATAILLE Fabien).

La délibération n°1 est adoptée à l'unanimité

RESSOURCES HUMAINES

→ Indemnités des élus

M. le Maire : Nous avons à procéder, à la suite des différentes désignations d'adjoint et de conseiller délégué, à une nouvelle répartition des indemnités qui vous sont présentées dans la notice. Le tableau de la nouvelle répartition des indemnités est annexé à la notice. Y a-t-il des observations sur ces indemnités ? Je n'en vois pas. Nous pouvons passer aux voies. Y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? Il y a une, deux, trois, quatre, cinq, six abstentions. Y a-t-il des « ne prend pas part au vote » ? Il y en a deux, trois, quatre, cinq, six. Il y a six « ne prend pas part au vote » et six abstentions.

Vote de la délibération n°2

Ont voté pour : 26

MM. PANETTA Tonino, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina,

SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, FADLI Hafida, CHASSAY Laurent, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, Mme FOURNIER Laura, BENKAHLA Malika,

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 7 (ID ELOUALI Ali, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, DOS REIS Sabrina, BOLLE-DALLIAH Kristian).

N'ont pas pris part au vote : 6 (DESPRES Catherine, BIALAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE-MENGUE TERENCE, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien).

La délibération n°2 est adoptée à la majorité

HYGIÈNE ET SANTÉ

→ Attribution d'une subvention à la Fondation Olga SPITZER dans le cadre de la cellule de prévention psychologique et de soutien à la parentalité

M. le Maire : Je vous propose d'avancer un point, si vous en êtes d'accord, puisque Madame Afida Fadli, qui devait nous présenter le point numéro 23, a un impératif. Je propose de reprendre ensuite l'ordre des délibérations. Sur le point numéro 23, je donne la parole à Madame Fadli.

Mme Fadli : Merci Monsieur le Maire. Bonsoir à toutes, bonsoir à tous. Je vous présente ce soir une subvention attribuée à la Fondation Olga SPITZER dans le cadre de la cellule de prévention psychologique et de soutien à la parentalité. Cette cellule a été lancée en avril 2023. Ses objectifs sont les suivants :

- Prévenir les risques psychologiques chez les populations ;
- Accompagner des publics ciblés vers la réduction de ces risques ;
- Favoriser l'accompagnement et le suivi dans un parcours de santé ;
- Favoriser un appui aux professionnels dans leur pratique.

Il a été décidé de leur attribuer une subvention de 2 000 euros pour l'année 2023 pour assurer les permanences de médiation familiale. Il est donc proposé au Conseil municipal de donner son accord pour le versement de la subvention à la Fondation Olga SPITZER. Merci.

Vote de la délibération n°3

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, DOS REIS Sabrina, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, Mme LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BENKAHLA Malika, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BIALAS

Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE-MENGES Terence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°3 est adoptée à l'unanimité

RESSOURCES HUMAINES

→ Modification du tableau des effectifs du personnel communal

M. le Maire : Nous passons au point n°4, modification du tableau des effectifs du personnel communal. Je donne la parole à Monsieur Coelho.

M. Coelho : Merci, Monsieur le Maire. Bonsoir, chers collègues, direction générale, Choisyens, Choisyennes. Chers collègues, c'est une délibération que j'ai l'habitude de vous présenter. Pour contribuer au bon fonctionnement des différents services de la ville, il convient de procéder aux transformations indiquées dans la délibération pour une mise en adéquation des postes existants et des postes à pourvoir, en tenant compte du mouvement du personnel et des recrutements réalisés, et en permettant l'accès à des agents contractuels. Chers collègues, il nous est proposé de délibérer à ce sujet.

M. le Maire : Merci, Monsieur Coelho. Y a-t-il des interventions sur ce point ? Je n'en vois pas. Très bien. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci à vous.

Vote de la délibération n°4

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, DOS REIS Sabrina, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BENKAHLA Malika, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BIALAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGES Terence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°4 est adoptée à l'unanimité

→ Présentation du Rapport social unique (RSU)

M. le Maire : Passons au point n° 5. La parole est toujours à Monsieur COELHO. Présentation du rapport social unique RSU, dont nous avons l'habitude maintenant. Monsieur Coelho, c'est à vous encore.

Monsieur Coelho : Merci, Monsieur le Maire. Les collectivités territoriales doivent établir un RSU annuel au titre de l'année écoulée. Il s'établit à partir d'une base de données sociales mises en place par les collectivités. Cette base concentre des données de l'ensemble des agents publics employés par la ville, déclinées en dix thématiques :

- Emploi,
- Recrutement,
- Parcours professionnel,
- Formation ;
- Rémunération ;
- Santé et sécurité au travail,
- Organisation du travail en amélioration des conditions et de la qualité du travail ;
- Action sociale et protection sociale ;
- Dialogue social ;
- Discipline.

Conformément au Code général des fonctions publiques, le rapport social unique est présenté à l'Assemblée délibérante. Après avis du comité social territorial dont la séance s'est tenue le 14 novembre 2023. Chers collègues, nous devons acter de la présentation du rapport social unique.

M. le Maire : Merci, Monsieur Coelho. Y a-t-il des interventions ? Madame Desprès.

Mme Desprès : Oui, une fois encore, je vais intervenir sur le personnel communal. Il est vrai que j'ai une sensibilité toute particulière concernant les agents territoriaux qui rendent un grand service à la population et bien évidemment à la population choisyenne. Et comme vous le dites souvent, Monsieur le Maire, le personnel est dévoué et qualifié. C'est pourquoi je m'étonne de voir le SRU sur le chapitre « rémunération moyenne équivalent temps plein ». Là où pratiquement tous les cadres d'emploi ont baissé par rapport au précédent SRU, le cadre d'emplois de la police municipale a augmenté de 5 955 euros. Est-ce à dire qu'à Choisy-le-Roi, deux ATSEM = un policier municipal ? Deux agents du service culturel = un policier municipal ? Deux agents techniques = un policier municipal ? Deux agents administratifs = un policier municipal ? Je m'interroge... Loin de moi l'idée de dénigrer la police municipale. Quoiqu'à la suite de la réunion de mi-mandat que vous avez faite, j'ai entendu certaines récriminations de la part de la population. Mais c'est votre cheval de bataille, après tout chacun a ses causes. D'après moi, c'est juste un problème de reconnaissance professionnelle et vraiment de décence par rapport à nos agents. Je vous remercie.

M. le Maire : Y a-t-il d'autres réactions ? Monsieur Aoummis ?

M. Aoummis : Merci, Monsieur le Maire. C'est juste une lecture de ce rapport qui est un rapport très intéressant. Le RSU qui nous est présenté s'appuie sur un état des lieux des données relatives aux effectifs. Les 1 114 agents de la ville sont répartis entre les 626 fonctionnaires, soit 56 % de l'ensemble des effectifs, et des contractuels permanents et non permanents au nombre de 488, soit 44 %, avec 6 % de contractuels permanents, CDI, soit une petite dizaine. Les contractuels représentent donc presque la moitié de l'effectif total des communaux. Le constat n'est pas propre à Choisy-le-Roi, c'est un constat général. La part de la contractualisation est de plus en plus importante chaque année. Cette réalité est confirmée par le dernier rapport sur l'état de la formation de la fonction publique, qui date d'octobre 2023. Il dit que le remplacement des titulaires par des agents contractuels démontre une dynamique qui est bel et bien lancée. L'emploi des agents contractuels en nombre significatif est une caractéristique désormais majeure de l'emploi public en général, y compris la territoriale. Le poids des agents contractuels dans la fonction publique française (éducation, police, justice, différentes collectivités), même s'il est encore loin des valeurs pratiquées dans d'autres pays européens, 60 % de contractuels en Allemagne, 85 % en Italie et 92 % en Angleterre, va dans ce sens-là en France.

La contractualisation est souvent synonyme, si ce n'est de précarisation, du moins de petit salaire. 73 % de contractuels à Choisy sont des catégories C, c'est parlant, 67 % sont des femmes, le temps de travail des contractuels est inférieur à celui des fonctionnaires et l'âge des contractuels est plus jeune. Ces indices confinent à une lecture économique qui va avec les réalités sociales d'une France de plus en plus inégalitaire. Les 43 % des contractuels du secteur technique relèvent aussi d'un choix politique de libéralisation du marché de l'emploi.

Si je me suis permis cette lecture, descriptive, d'un rapport qui concerne notre ville, mais épouse admirablement les contours de la réalité de l'emploi dans le public sur le territoire national, c'est pour condamner les différentes politiques mises en place par des gouvernements successifs. Ces politiques non seulement se défaussent sur les communes, en leur octroyant des compétences supplémentaires qu'elles n'ont jamais demandées, mais encore, elles diminuent de manière drastique et systématique les moyens budgétaires pour faire face. De fait, les communes et les collectivités territoriales deviennent souvent malgré elles des acteurs de la déstabilisation et la fragilisation du service public. Merci.

M. le Maire : Merci, Monsieur Aoummis. Y a-t-il d'autres remarques ? Monsieur Guillaud-Bataille.

M. Guillaud- Bataille : Oui, une remarque très courte parce que je partage les interventions de Madame Desprès et de Monsieur Aoummis. La question qui, je crois, doit inquiéter tous les élus, est celle de la rémunération des fonctionnaires publics territoriaux. C'est vrai d'ailleurs de la fonction publique en général.

Avec la disparition de nombreuses garanties que ce statut pouvait leur apporter, la stagnation depuis le début des années 2000, à quelques exceptions près, comme celle de l'année dernière où il y a eu une revalorisation du point d'indice, a créé une situation où l'on voit des agents municipaux démissionner pour se faire recruter en contractuel. Recrutés en tant que contractuels en effet, ils peuvent négocier des primes et de l'argent immédiat, ce qui est leur besoin étant donné les grilles de salaires auxquelles ils font face. Sur ce point, je pense qu'il n'est pas forcément question de clivage entre nous. Il s'agit plus de noter que c'est face à cette machinerie mise en place qu'on est bien souvent dans une grande difficulté.

Enfin, un regret lié à la présentation qui nous a été faite. L'année dernière, nous avons eu un document extrêmement complet. Il nous donnait la répartition de tous les postes dans les services. Cette visibilité de l'ensemble du personnel avait, je crois, concouru à la tenue d'un débat serein, dans le respect des agents et dans la recherche des solutions ensemble. Là, nous avons un PowerPoint un peu sommaire. Je trouve cela dommageable pour notre information, pour celles des agents et pour le débat public sur la fonction publique et les agents dont notre ville et nos habitants, bien sûr, ont besoin.

Mme Benkahla : Oui, d'autant plus dommageable, je crois qu'il n'existe, si j'ai bien lu, aucun indicateur spécifique sur le rapport égalité homme-femme, ce qui était le cas l'année dernière, comme on l'avait souligné en conférence des présidents.

M. le Maire : Non, non, il y a une raison. Très bien, merci. Y a-t-il encore des remarques ou puis-je répondre, Madame Benkahla ?

Mme Benkahla : Plutôt des remarques périphériques. Il a été évoqué la question de la police municipale. Il faut peut-être rappeler que la police municipale fait partie d'un ensemble « prévention, médiation et CLSPD », parce qu'on voit souvent la police municipale uniquement sous le prisme de cette fonction.

Une brigade est dédiée à la fonction de la prévention. Trois policiers municipaux interviennent dans les écoles et ne font que la prévention. Je voulais juste ajouter des éléments de réalité. Ces policiers municipaux travaillent en coordination avec les différents services. Et surtout, ils sont en lien avec les médiations qui effectuent aussi un travail remarquable. Justement, hier, je les ai accompagnés en maraude toute la nuit avec les médiateurs.

On voit bien le travail de qualité mené par ce service, à la dimension très sociale, qui va vers des groupes de jeunes, discute avec eux, etc. J'ai pu constater que ces médiateurs ont une fine connaissance du territoire, une fine connaissance des publics, qu'ils arrivent à approcher malgré une apparente hostilité. Je trouvais que c'était bien d'ajouter que la PM fait partie...

Permettez-moi de terminer, merci. Je pense que je n'interromps personne. La politesse veut que...

M. le Maire : On s'écoute, après vous pourrez...

Mme Benkahla : Je vais terminer, vous reprendrez la parole, merci. Je disais que la police municipale faisait donc partie d'un groupe beaucoup plus complexe.

Concernant les contractuels, effectivement, toutes les administrations territoriales et autres administrations de l'État sont confrontées à cette difficulté. Moi-même, étant cheffe de service d'un service au ministère de la Justice, je remarque que nous avons de nombreux contractuels qui tentent de passer le concours, qui n'y arrivent pas. Nous maintenons ces personnes en tant que contractuels, parce que sinon elles ne pourraient pas entrer en tant qu'éducatrice ou éducateur à la PJJ.

Ce sont aussi ces réalités, des réalités peut-être à nuancer. Parfois, les postures idéologiques n'aident pas à la compréhension de la situation. C'est tout ce que je voulais rajouter.

M. le Maire : Bien, merci, Madame Benkahla. Je vais répondre. Madame Desprès, cela fait maintenant trois ans que vous nous dites la même chose. Si vous voulez, soyez un peu patiente et vous verrez au point 7 ce que nous pensons des agents et comment nous les récompensons. On verra au point 7.

À propos de ce que vous dites du salaire de la police municipale, c'est très simple. Soit vous me demandez de baisser les salaires de la police municipale et ils démissionnent tous. C'est impossible. Vous pouvez leur demander, vous pouvez leur dire. Soit vous pouvez inscrire dans votre prochain programme que vous baisserez les salaires de la police municipale, comme on fait à Villejuif, vous verrez le résultat. Soit vous dites qu'il ne faut pas créer de police municipale.

Ce mauvais procès que vous nous intentez, qui en plus oppose frontalement des catégories de personnel pour qui nous avons le plus grand respect, ne tient pas la route une seconde. Si vous me dites, et à d'autres communes d'ailleurs qui sont toutes confrontées à ce problème, comment embaucher des policiers municipaux en les payant moins cher que ce que nous les payons actuellement, je suis preneur. Je fais toujours partie des gens qui disent qu'il est complètement anormal que les communes aient à s'occuper de la sécurité publique. Nous sommes d'accord, c'est une mission régalienne et il revient à l'État de la mener. Malheureusement, devant l'incapacité de l'État à assurer pleinement cette mission, toutes les communes de gauche et de droite en viennent à créer des policiers municipaux. Et toutes les communes, de gauche et de droite, les embauchent au même niveau de salaire que nous. Nous avons même perdu des policiers municipaux qui sont partis vers des communes de gauche que je peux vous citer. Je ne sais pas par quel artifice elles ont réussi à les payer plus cher que ce que nous les payons. Je serai le premier pour essayer d'amoindrir la masse salariale.

Maintenant, comme nous disons à tous les agents de la ville, ceux qui voudraient devenir policiers municipaux, nous y sommes prêts. Ils peuvent le devenir, avec les mêmes conditions que les policiers municipaux. Il ne s'agit pas du même collège d'agents. Nous sommes obligés de faire face à un « marché ». Il faut bien, lorsque nous cherchons à embaucher des policiers municipaux, les payer aux prix qui sont proposés par ailleurs. Le jour où l'État nous financera, et je le lui demande, non pas une partie des investissements, mais le fonctionnement, tant les salaires des policiers municipaux, je crois que nous serons tous d'accord. Malheureusement, ce n'est pas le cas. Alors, nous avons le choix de ne pas créer de police municipale ou d'en créer une. Je pense que les Choisyens sont pour la police municipale à Choisy. Elle a fait ses preuves, elle fait du bon travail. Quant à la réunion de mi-mandat, je n'ai pas entendu de gens qui se plaignaient de la police municipale, sinon Madame, sinon un certain nombre de personnes qui se plaignent d'avoir des amendes. Les dernières en date, bah écoutez, moi, pour l'instant les lettres que je reçois, je sais quand même ce que me demandent les Choisyennes et les Choisyens, proviennent d'une partie de la population qui juge qu'elle ne voit pas assez la police municipale et que celle-ci ne verbalise pas assez. Si vous venez dans les réunions de quartier, vous le constaterez. L'autre partie déplore l'excès d'amendes. Il faudrait qu'ils se mettent d'accord.

Mais votre question principale porte sur la rémunération. La rémunération, elle est ainsi.

Mme Desprès : Si je peux me permettre, Monsieur le Maire, je ne veux pas que ce soit un... Je vous ai interpellé sur l'augmentation des 5 955 euros par rapport au SRU de l'année dernière. Je trouve que c'est une augmentation extrêmement importante. Par ailleurs, quand vous dites que personne ne s'est plaint lors de la réunion publique, j'ai le souvenir de gens disant que la police municipale tournait autour de la mairie, toujours la mairie. Je ne connais pas les gens qui sont intervenus. Je ne sais même pas qui c'est. Mais j'ai entendu ces propos-là.

M. le Maire : Bon, alors vous pouvez vérifier aussi. Vous pouvez rester toute la journée autour de la mairie, vous ne verrez pas la police municipale tourner autour de la mairie, si ce n'est que lorsque les policiers municipaux prennent leur service et en rentre pour remiser les voitures, puisque le poste de police municipale est à proximité du parc et de la mairie.

Vous savez, il y aura toujours des personnes pour dénigrer, c'est un fait. On ne prétend pas satisfaire 100 % de la population. Si un pays, une ville au monde, ou même une rue arrivent à faire cela, il faudra me l'indiquer, je prendrai exemple sur eux. Mais je n'en connais pas.

Ce que je peux vous dire, c'est qu'à 80 %, les gens me félicitent tous les jours de la police municipale. Et la police municipale, elle a un coût. Pour ne pas payer ce coût, il y a une solution, c'est d'y renoncer. Vous pouvez toujours l'annoncer à la population dans votre programme, qui ne tardera pas à venir. Il faudra sur ce point-là expliquer, vous, ce que vous voulez faire sur la police municipale. Est-ce que vous la gardez ? Est-ce que vous la supprimez ? Est-ce que vous payez les policiers municipaux moins cher ? Si vous les payez moins cher, je peux vous dire ce qui se passera, ils vont tous partir.

Maintenant, sur le fait que cela doit rester une mission régalienne, j'ai toujours partagé ce constat. Cependant, les maires sont maintenant obligés de la créer pour assister, pour participer à la tranquillité publique à Choisy. Je dois dire que malgré tous les événements que vit la France, Choisy-le-Roi ne s'en sort pas si mal.

Ensuite, concernant le statut, ce n'est pas l'affaire de la commune. Le statut, c'est l'État. Je serais pour que le statut évolue, avec ce qu'il faut derrière pour nous permettre aussi d'augmenter les salaires, ce que nous avons fait, quand même, à deux reprises déjà, sans parler des augmentations de grade que j'ai permises dès notre arrivée. Quant au RIFSEEP, regardez bien et comparez avec les autres communes. Nous, nous avons comparé. La ville de Choisy-le-Roi a le plus fort RIFSEEP de toutes les communes avoisinantes, avec l'IFSE, lorsque nous embauchons quelqu'un. On peut vérifier ensemble, Madame Desprès. Nous avons vérifié avec les autres communes. Nous n'avons pas à rougir, nous faisons ce qu'il faut. Pardon ? Pardon ? Quelqu'un fait part du RIFSEEP, donc je donne quand même l'information comme quoi, sur Choisy, franchement, nous sommes très bien placés. On ne demande que cela, que les agents soient mieux payés. Nous verrons au point 7 comprendre nos responsabilités en la matière, malgré le désengagement de l'État.

Je ne peux qu'être d'accord avec Monsieur Guillaud-Bataille, et tous les maires partagent ce constat quant au fait de, comment dire, effectivement le rapport soit un peu moins fourni que celui de l'année dernière, ce n'est pas la commune qui est en cause. C'est parce que sur les points concernant l'égalité homme-femme et autres, nous vous avons répondu, Madame Fourniaud. Le CIG n'a pas encore formalisé exactement. Nous n'avons pas tous les renseignements, raison pour laquelle nous n'avons pu sortir qu'une partie. Mais ce sera précisé et nous pourrons le présenter. Contrairement à l'an dernier, nous n'avons pas encore tous les éléments. C'est aussi un sujet extrêmement important qui, d'ailleurs, l'année dernière, mettait en valeur le fait que les femmes étaient plutôt bien à Choisy-le-Roi. Je crois que ce sera aussi le cas prochainement. Voilà ce que l'on peut en dire.

En fait, il n'y a pas de vote à faire, c'est une présentation. Est-ce qu'il y a d'autres interventions ou passe-t-on au point suivant ? Je ne vois pas d'autres interventions, nous pouvons passer au point suivant. Je me suis empêtré dans mes feuilles...

→ Attribution de l'indemnité forfaitaire aux travaux supplémentaires des professeurs d'enseignement artistique chargés de Direction

M. le Maire : Nous arrivons au point n°6, avec toujours M. Coelho à la barre, attribution de l'indemnité forfaitaire aux travaux supplémentaires des professeurs des écoles. Ce ne sont pas des écoles ?

M. Coelho : Non, c'est artistique. C'est le conservatoire.

M. le Maire : Ah, professeurs d'enseignement artistique, oui, exactement. Ils sont quand même dans les écoles.

M. Coelho : Monsieur le Maire propose d'actualiser le régime indemnitaire alloué aux agents territoriaux relevant du cadre d'emplois des professeurs d'enseignement artistique en charge d'exercer les fonctions de direction au sein du conservatoire de la ville, et ce, en élargissant le bénéfice de cette indemnité à toutes les fonctions de direction de l'établissement, compte tenu notamment des nécessités d'être attractif en matière de recrutement et de recruter des profils expérimentés. Voilà, chers collègues, il nous est demandé de délibérer à ce sujet.

M. le Maire : Merci, M. Coelho. Des interventions ? Je n'en vois pas. Y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci.

Vote de la délibération n°6

Ont voté pour : 41

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE EI Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, DOS REIS Sabrina, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BENKAHLA Malika, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°6 est adoptée à l'unanimité

→ Approbation de la convention d'adhésion à la mission d'intérim territorial proposé par le Centre interdépartemental de gestion de la petite couronne de la région Île-de-France

M. le Maire : Nous arrivons au point 7, avec M. Coelho, qui est en très grande forme : approbation de la convention d'adhésion à la mission d'intérim territorial proposé par le Centre interdépartemental de gestion de la petite couronne de la région Île-de-France. Vous êtes chaud, Monsieur Coelho.

M. Coelho : Merci, Monsieur le Maire. J'ai la gorge un peu malade, mais ça va. Considérant que le dispositif nommé à la mission d'intérim territorial proposé par le Centre interdépartemental de gestion de la petite couronne de la région Île-de-France, c'est-à-dire le CIG, peut être une des réponses aux difficultés de recrutement rencontrées par la ville de Choisy-le-Roi pour pallier des vacances temporaires de postes. Il est souhaité de pouvoir continuer à avoir recours à la mission d'intérim territorial, gérée par le CIG dans les conditions définies par la présente convention annexée.

Pour information, la ville de Choisy-le-Roi bénéficie déjà d'une telle convention dont le terme est le 31 décembre 2023. Il s'agit d'un renouvellement de cette convention. Chers collègues,

il nous est donc demandé d'approuver le recours à la convention d'adhésion à la mission d'intérim territorial du CIG.

M. le Maire : Merci, Monsieur Coelho. Des interventions ?

Mme Benkahla : Oui, Monsieur Le Maire, comme d'habitude, comme je suis vice-présidente du CIG, je ne prends pas part au vote.

M. le Maire : Très bien. Monsieur Aoummis.

M. Aoummis : Oui, quand même un petit mot. Nous allons nous prononcer sur des choses assez importantes. Tout à l'heure, nous avons parlé de contractuels, de cette tendance à contractualiser de manière de plus en plus systématique. Là, nous parlons de l'intérim.

Depuis 2009, la fonction publique a la possibilité de faire appel aux intérimaires comme dans le secteur privé. Voilà des contrats de missions temporaires. Cette orientation politique se présente comme une alternative au recrutement d'un agent contractuel non titulaire. Déjà, lors du débat parlementaire qui a précédé le vote de la loi de 2009, les organisations syndicales ont fait part de leurs réticences. Elles ont dénoncé la légalisation du recours à l'intérim, y voyant, à juste titre, une nouvelle brèche dans le statut de la fonction publique et la porte ouverte à la précarisation des agents assurant les missions de service public.

Nous sommes des élus appelés à voter des délibérations dont le sens politique et les incidences sociales sont impactantes sur la vie de nos concitoyens. Nos votes ne sont pas absolument désincarnés. Alors, en connaissance de cause, à titre personnel, je considère que l'intérim est une « facilité » octroyée par les pouvoirs publics afin de remédier à des politiques publiques désastreuses de court terme et fonctionnant au rabais. Je considère que les collectivités territoriales sont prises au piège et doivent puiser dans les soi-disant solutions qu'on leur propose, quitte à participer involontairement à la casse de la fonction publique.

Parce que les marges de manœuvre sont minces et les véritables alternatives noyées dans la mondialisation sauvage, et parce qu'il faut que le service public soit assuré, je voterai malgré tout cette délibération, espérant que le recours à l'intérim vise juste à satisfaire un besoin non durable et ne permette pas une occupation des emplois permanents des fonctionnaires. Le choix de l'intérim ne peut que constituer une solution ponctuelle et doit être motivé par des nécessités liées à la continuité du service public. Merci.

M. le Maire : Merci, Monsieur Aoummis. Y a-t-il d'autres interventions ? Je n'en vois pas. Nous allons bien sûr utiliser cette possibilité qui nous est donnée avec la plus grande parcimonie. Mais nous sommes face, comme d'autres villes, comme d'autres collectivités, à des situations où le service rendu à la population peut parfois s'annuler par manque de bras. Il y aurait effectivement beaucoup à dire sur le sujet.

Oui, nous avons parlé tout à l'heure du statut, du peu d'attractivité de la rémunération des agents. Mais cette fameuse grille salariale qui nous impacte, c'est l'État qui la décide. Moi, je souhaiterais qu'elle augmente. Évidemment qu'on est aussi de la part de l'État les sub-sagues pour pouvoir l'appliquer. Il ne s'agit pas qu'il se fasse de la publicité sur notre dos en disant, je donne ceci, je donne cela alors que c'est nous qui devons trouver les financements. Nous pouvons nous rejoindre là-dessus. Puisqu'il s'agit de pouvoir rendre le service à la population, et en ce moment, c'est en discussion, à titre personnel, j'ai toujours plaidé pour un renforcement du service public partout, et pas cette course effrénée au numérique qui supprime, ici et là, la présence humaine. Je défends tout à fait cette position. J'espère que nous serons écoutés dans ce sens. Monsieur Coelho, oui, vous voulez ajouter quelque chose ?

M. Coelho : Oui, quelques précisions. Vous avez quand même compris, chers collègues, que l'intérim est une chose qui existe. Madame Desprès connaît cela puisqu'elle est assez souvent au CIG. Ce n'est pas de l'intérim que nous faisons. Au sein de la collectivité, nous avons recours à l'intérim de façon tout à fait temporaire. Aujourd'hui, je ne connais pas le nombre de personnes de la collectivité venant du CIG, je pourrais m'en informer, mais il n'y en a pas énormément. L'intérim est une roue de secours. Nous n'installons pas l'intérim au sens propre du mot dans la collectivité. Cette convention nous sert à pallier une difficulté dans un service.

M. le Maire : Bien. Nous pouvons procéder aux votes. Y a-t-il d'autres interventions ? Non. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci.

Vote de la délibération n° 7

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, Mme LORES Monique, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, DOS REIS Sabrina, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, Mme LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BENKAHLA Malika, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : DESPRES Catherine,

La délibération n°7 est adoptée à l'unanimité

→ Prime sur le pouvoir d'achat

M. le Maire : Nous arrivons au point n°8, la prime sur le pouvoir d'achat que va nous expliquer, Monsieur Coelho.

M. Coelho : Voilà une très belle délibération. Les agents sont très contents, cette prime leur fait chaud au cœur. C'est un peu Noël avant l'heure. Une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle est créée dans la fonction publique territoriale en faveur des agents publics. Toutefois, dans la fonction publique territoriale, contrairement aux deux autres versants de la fonction publique, cette prime n'est pas versée automatiquement. Elle nécessite une délibération de l'organe délibérant et de la collectivité, prise après avis du comité social territorial compétent.

Le décret numéro 2023-1006, du 31 octobre 2023, prévoit les conditions d'éligibilité et les modalités de versement de la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle. Conformément à ce décret, sont éligibles aux bénéfices de la prime de pouvoir d'achat au sein de la ville de Choisy-le-Roi :

- Les agents contractuels de droit public, quel que ce soit le type de contrat ;

- Les fonctionnaires titulaires et stagiaires.

Ne sont pas éligibles :

- Les agents contractuels de droit privé ;
- Les vacataires ;
- Les apprentis ;
- Les stagiaires gratifiés ;
- Les agents publics éligibles à la prime de partage de la valeur ;
- Les élèves et les étudiants en formation en milieu professionnel ou en stage lié à la collectivité par une convention de stage.

Pour bénéficier de la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle, les agents publics doivent remplir les trois conditions cumulables suivantes :

- Avoir été nommé ou recruté par un employeur public territorial a une date d'effet antérieure au 1^{er} janvier 2023 ;
- Être employé et rémunéré par un employeur public territorial au 30 juin 2023 ;
- Avoir perçu une rémunération brute inférieure ou égale à 39 000 euros au titre de la période courant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023.

Il appartient à l'organe délibérant de la collectivité de déterminer le montant de la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle, dans la limite du plafond prévu pour chaque niveau de rémunération définie par le barème fixé dans le décret. Les montants de chaque tranche sont maintenus par la ville de Choisy-le-Roi au maximum du plafond prévu par le décret. Le montant de la prime déterminé en fonction du barème indiqué ci-dessous est réduit à proportion de la quotité de travail et de la durée d'emploi sur la période de référence du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023.

La prime sera versée à chaque agent éligible en deux fractions, à savoir 60 % au mois de décembre 2023 et 40 % au mois de juin 2024.

Chers collègues, nous demandons de délibérer sur ce sujet.

M. le Maire : Y a-t-il des interventions ? Monsieur Guillaud-Bataille.

M. Guillaud-Bataille : Oui. Une intervention qui, pour le coup, ne concerne pas forcément notre municipalité, mais qui me semble devoir être dite. Nous avons discuté juste avant du niveau de rémunération des agents territoriaux en général, du fait qu'il stagne depuis longtemps. Nous venons de vivre une année d'inflation particulièrement délirante, que l'État n'a pas été en mesure d'endiguer malgré ses gesticulations. On nous annonce que c'est la fin de l'inflation, en réalité, c'est la fin de l'inflation galopante. Elle va continuer, et au-dessus de 2,5 % très probablement d'après tous les experts mondiaux, européens et nationaux, y compris dans le budget de l'État d'ailleurs. L'État essaie de se rattraper auprès des agents qui sont le plus en précarité, ceux dont il ne veut pas à nouveau augmenter le point d'indice par une prime.

Pour notre part, même si évidemment nous allons voter pour cette prime, nous voulons dire clairement ici, et nous pensons qu'il faudrait vraiment que l'ensemble des élus puissent continuer de dire, mais je sais que le Congrès des maires de France s'est exprimé dans ce sens, que la difficulté vient bien de la grille de rémunération, aujourd'hui indiciaire, des agents publics. C'est elle qu'il faut modifier, à la fois pour devenir attractif, mais aussi tout simplement pour permettre aux agents territoriaux de vivre, ne serait-ce que pas trop loin de là où ils travaillent. Nous le constatons, à Choisy comme dans toutes les communes, notamment de première couronne, nos agents, du fait du prix des loyers, sont obligés d'habiter loin. Pour ne prendre que l'incident de mardi dernier matin, parce que je pourrais en prendre d'autres, quand le RER C explose à Juvisy, c'est très dur pour tout le monde. J'imagine que c'est aussi très dur pour l'embauche à la mairie et pour nos agents qui se retrouvent coincés.

Je voulais dire cela parce que les primes, évidemment, vont faire du bien au porte-monnaie, mais finalement, elles ne rentrent pas dans le décompte de la retraite, elles ne sont pas du salaire. À un moment, il faut bien que l'État soit interpellé sur cette question.

M. le Maire : D'autres interventions ? Oui, bien sûr, le point d'indice, bien sûr c'est l'État, bien qu'il ait été revalorisé par deux fois, dont une fois absolument pas compensé, c'était à la charge de la commune.

Moi, je tiens quand même à insister sur cette prime, parce que, premièrement, elle n'était pas obligatoire et deuxièmement, on pouvait déroger au plafond. Or, à Choisy-le-Roi, nous avons pris la décision de la verser aux agents, à 100 % du montant de plafond possible. Au vu des explications, que M. Coelho a quand même coupées parce que c'est une sacrée usine à gaz pour s'y retrouver, elle peut être de 800 euros maximum pour les agents de catégorie C, avec des conditions de présence, etc. C'est pour cela que lorsque je l'ai annoncée au syndicat, j'ai dit que je comptais sur eux, et nous tous, pour bien expliquer le principe de cette prime, lorsqu'on dit que nous donnons le maximum au plafond, sous réserve que l'agent remplisse les conditions édictées par l'État.

Ce que nous avons voulu prouver ainsi, puisque je l'ai dit à maintes reprises, et vous me reprenez souvent là-dessus, c'est que nous respectons nos agents. Ce que nous cherchons à faire, c'est à aller au maximum de ce que nous pouvons faire pour les agents, c'est notre façon de le prouver, et nous le prouvons. Cela coûte près de 450 000 euros à la commune, que nous n'avons pas mis dans notre budget, qu'il va falloir malgré tout trouver, que nous trouverons, comme les millions d'euros qui ne sont pas prévus, par exemple pour des investissements, et qu'il faudra bien trouver. C'est vraiment avec plaisir et sans hésitation que nous avons dit que nous donnerions cette prime. Il n'y a pas eu de bataille à choisir, contrairement à ce qu'affirme un syndicat. Il est quand même dommage qu'un syndicat veuille tirer la couverture à lui en faisant croire que c'est son action qui a permis l'obtention de ces primes. Je crois pouvoir dire que dans cette ville, on me connaît bien, on me connaissait bien. Il n'y a pas eu la moindre pression pour me faire changer d'avis lorsque je pensais que ce que je défendais était le bon droit et l'intérêt général. Des événements dans cette commune, auprès d'une certaine catégorie de personnel, l'ont prouvé. Je ne changerai pas.

Je ne changerai pas non plus, je suis d'accord avec vous, Madame Desprès, concernant la reconnaissance envers les agents. Je n'ai jamais fait partie des personnes qui discréditaient le service public. En revanche, s'agissant du statut pour protéger les agents et revaloriser le point d'indice, il y aurait aussi des amendements à faire vis-à-vis de certains agents, peu nombreux, mais qui existent, qui, eux, discréditent la fonction publique. Certains d'entre eux viennent se plaindre, à moi-même ou à Monsieur Coelho. Il y a quand même des choses à faire, à changer. Voilà.

Je me réjouis, nous trouverons l'argent nécessaire. Je dis aux agents qu'à chaque fois que la commune sera en mesure de faire un geste pour prouver sa reconnaissance, elle le fera. Je les remercie donc ici pour leur travail, pour tout ce que nous avons réalisé durant trois ans, pour tout ce qui a été réalisé par le passé. Vous avez aussi fait des choses grâce aux mêmes agents pour certains et grâce aux nouveaux. C'est grâce aux agents que les programmes se réalisent. Donc nous les remercions et nous espérons pouvoir renouveler des gestes le plus souvent possible. Voilà ce que j'avais à dire.

Nous pouvons procéder au vote ? Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci pour eux.

Vote de la délibération n°8

Ont voté pour : 41

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, POUDY Franklin, CHIRrane EI Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, DOS REIS Sabrina, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BENKAHLA Malika, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°8 est adoptée à l'unanimité

FINANCES

→ Actualisation de l'autorisation de programme Mandela Langevin et de ses crédits de paiement

M. le Maire : Nous arrivons au point n°9. Nous abordons justement les finances. Madame Francisot est déjà chargée depuis un mois de trouver ses plus de 400 000 euros. Mais, pour l'instant, nous allons parler de l'actualisation de l'autorisation de programmes de l'école Mandela Langevin. Madame Francisot.

Mme Francisot : Monsieur le Maire, chers collègues, bonsoir. Chaque année, nous votons l'actualisation des programmes. Cette fois-ci, il manquait un peu de crédit de paiement sur cette autorisation pour les travaux réalisés cette année sur l'école élémentaire Langevin. Il s'agit des travaux de fin d'aménagement des cours scolaires, c'est-à-dire la mise en place du mobilier et des arbres dans la cour. Il fallait réajuster les crédits de paiement et c'est ce que nous faisons là. Bien entendu, pour les deux années suivantes, ils sont réaménagés de façon à terminer les travaux prévus les deux étés prochains.

M. le Maire : Merci, Madame Francisot. Y a-t-il des interventions ? Je n'en vois pas. Alors, nous allons procéder au vote. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci.

Vote de la délibération n°9

Ont voté pour : 41

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, POUDY Franklin, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, DOS REIS Sabrina, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BENKAHLA Malika, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°9 est adoptée à l'unanimité

→ Décision modificative n°1 – Exercice 2023 – Budget principal de la commune

M. le Maire : Nous restons dans les finances avec le point n°10 : décision modificative sur l'exercice 2023 sur le budget principal de notre commune. Madame Francisot.

Mme Francisot : Merci Monsieur le Maire. Comme chaque fin d'année, nous revoyons le budget. Nous faisons une décision modificative pour ajuster le budget au plus juste. Cela nous permet d'entrevoir l'année suivante, d'en avoir une vision plus réaliste, d'ajuster le montant de notre reliquat en fin d'année, notamment pour l'emprunt.

Cette année, la décision modificative s'équilibre à - 96 000 euros en section de fonctionnement, et - 4 269 euros en section d'investissement. Notre budget total serait donc rendu à 108 728 557 000 euros.

En section de fonctionnement, où nous avons - 96 488 euros, nous ajustons les charges à caractère général à - 826 000 euros, en retirant par exemple 265 500 euros de l'entretien et réparation sur les bâtiments. Nous faisons de la prévision, au cas où. Nous réduisons un peu les enveloppes en fin d'année. Sur 200 000 euros, par exemple sur le nettoyage du domaine public, nous partions de 1,54 million d'euros au BP. Cela a été réalisé. C'est une enveloppe qui avait été prévue un peu plus large. Nous retirons 131 300 euros de participation au déficit du CMF. Ce montant varie d'année en année. Le CMF nous communique ces chiffres.

En revanche, nous ajoutons 88 216 euros de frais liés à l'acquisition des huit biens au SAF, que nous verrons dans d'autres délibérations. Il s'agit de frais liés à tous les frais de gestion, c'est-à-dire de petites réparations, etc., depuis l'acquisition des biens pour la ville.

En ce qui concerne les subventions versées, les contributions, nous ajustons ce chapitre de + 392 000 euros, en ajustant la subvention d'équilibre au budget annexe des parkings de 850 000 euros. Je vous l'expliquerai dans une autre délibération.

Nous retirons la provision faite pour les indemnités de sortie du SIRESCO puisque nous savons aujourd'hui que nous ne devons pas d'argent au SIRESCO, c'est le contraire.

Nous ajustons le FCCT de - 200 000 euros, et les pertes sur créances irrécouvrables de - 25 000 euros.

Ensuite, ce sont des écritures, des opérations classiques : l'ajustement de la dotation aux amortissements, les charges d'intérêt de la dette de - 135 000 euros. Nous versons donc en plus à la section d'investissement 92 690 euros.

Pour ce qui concerne les recettes, nous les ajustons également, à la suite de la notification de la DGFIP. Pour le fonds de solidarité des communes de la région Île-de-France, nous retirons à ce chapitre 262 000 euros. Les produits des services et du domaine sont diminués de 52 340 euros, les impôts et taxes, de 43 007 euros, mais nous pourrions avoir une bonne surprise lors du CFU. Les dotations, subventions et participations sont augmentées de 235 000 euros. Les autres produits de gestion courante et exceptionnelle de 16 140 euros.

Je vais passer maintenant en section d'investissement. Pour ce qui concerne les dépenses, les frais d'études et d'insertion sont diminués de 666 000 euros. Pour la requalification du CTM, le nouveau groupe scolaire, les services n'ont malheureusement pas eu le temps de réaliser les études à cause d'autres événements. Ces études sont donc repoussées pour le prochain budget. Concernant la cuisine centrale, nous retirons 119 000 euros, non parce que cela n'a pas été réalisé, l'AMO est bien lancé, mais parce qu'elle nous coûte moins cher que ce que nous avions projeté. Il en va de même pour l'équipement socioculturel et petite enfance, moins coûteux que prévu. Pour les concessions brevets dans la refonte du site web, nous retirons à ce chapitre 78 000 euros. La refonte du site web est repoussée et reprogrammée l'année prochaine.

En ce qui concerne les travaux aménagements et acquisition de matériel, nous retirons à ce chapitre 2 369 718 euros. Nous ajoutons 316 000 euros au chapitre des acquisitions foncières, notamment en raison de l'acquisition des biens auprès du SAF. Nous retirons 667 000 euros de rachat d'appartement à la résidence du parc. Nous l'avions réinscrit à tort lors du budget principal, cela avait été payé en 2021 et 2022. Nous ajoutons l'acquisition des 4, 6, 8 voie des Roses. Nous retirons 1 475 000 euros aux travaux de voirie, 297 000 euros aux espaces verts et 266 000 euros aux travaux d'éclairage public. Ces travaux n'ont pas pu être réalisés cette année, mais sont d'ores et déjà programmés. Nous retirons la projection relative aux aménagements intérieurs du Théâtre Hollander. Les marchés sont cependant passés et les travaux démarreront dès début 2024. Nous retirons 200 000 euros de la rénovation de la tribune du rugby et du stade Jean Bouin parce que le projet, tel que nous l'avions projeté, n'est plus d'actualité. Nous prévoyons une rénovation plus complète de cette tribune. Ensuite, il s'agit d'opérations de régularisation pour les travaux en cours.

Pour les sapeurs-pompiers, nous retirons 959 euros parce qu'ils nous ont demandé moins. Nous retirons 400 000 euros du remboursement du capital de la dette.

En ce qui concerne les recettes, nous ajustons l'emprunt. L'emprunt que nous avons projeté au budget prévisionnel à 12 millions, puis au budget supplémentaire à 8,7 millions, est aujourd'hui de 4,6 millions d'euros.

Nous retirons 289 000 euros de la subvention d'investissement. Nous retirons provisoirement les cessions immobilières de rue des Chalets, et la vente de véhicules. Nous ajustons le FCTVA de - 177 000 euros.

En revanche, le chapitre des amendes de police augmente de 260 000 euros. Je précise à cette occasion, au regard de ce que j'ai lu ici et là, que ce chapitre concerne l'article L. 2334-24 du CGCT. Cet article dit que l'État rétrocède aux communes et à leurs groupements le

produit des amendes de police relatives à la circulation routière, dressées sur le territoire qu'il a effectivement recouvré. Cela ne concerne pas le FPS de la ville, je vous le précise.

Nous avons également reçu plus de dépôts et de cautionnements.

Ensuite, nous avons des opérations d'ordre, donc la dotation aux amortissements et le virement à la section d'investissement que nous retrouvons ici.

M. le Maire : Merci, Madame. Francisot. Des observations ? Monsieur Guillaud-Bataille.

M. Guillaud-Bataille : Oui, Monsieur le Maire, évidemment quelques mots. C'est un document budgétaire et donc quelque chose d'important, je le crois, pour les citoyennes et les citoyens de Choisy, et pour le débat de notre assemblée.

La présentation qui nous en est faite, toute technique et gestionnaire, n'incite pas à voir des événements et des motivations de choix politiques. Pourtant, quoi qu'il en soit, quand on prend une décision budgétaire, c'est une décision politique qu'on le veuille ou non. C'est un arbitrage qui est par nature politique, il faut donc en dire quelques mots.

Évidemment, il est aisé de nous dire que pour ce qui est des charges à caractère général, c'était par effet de prévision excessive qu'il faut retirer 260 000 euros sur l'entretien et la réparation des bâtiments, l'éclairage public et les biens mobiliers, 200 000 euros sur la prestation de service, 200 000 euros sur le nettoyage du domaine public. Nous ne pouvons que vous croire sur parole et estimer que tout s'est bien passé, que vous avez réussi à faire des économies. Nous pouvons quand même nous demander s'il n'y a pas, là aussi, des choix qui ont consisté à caler la voile dans une situation financière difficile. Là-dessus, nous ne polémiquerons pas.

Nous reviendrons sur le choix que vous avez fait, relatif à l'augmentation de la subvention d'équilibre au budget annexe des parkings au moment où nous parlerons du budget annexe des parkings. Là encore, elle crée un effet trompe-l'œil puisque sur l'ajustement des subventions, il y a plus + 850 000 euros pour le budget des parkings et sur le reste, une série de baisses.

J'en viens maintenant à l'investissement avec, je dois le dire, évidemment une difficulté compte tenu des propos que j'ai pu tenir ici au moment du vote du budget. J'avais dit que l'enveloppe d'emprunt qui était prévue était excessive au vu de la conjoncture. C'était l'opinion que j'avais développée. On m'avait répondu oui, mais il faut bien qu'on fasse, il faut bien qu'on agisse, il faut bien qu'on avance. Chacun avait tenu ses positions. À l'arrivée, je constate qu'il y aura bien moins d'emprunts que prévu, voire presque la moitié d'emprunts par rapport à ce qu'il reste une fois déduit le report de l'exercice précédent.

Vous me permettrez de dire deux mots sur ce qui constitue cette baisse des investissements, parce que je crois que nous devons attirer l'attention des Choisyennes et des Choisyens sur les choix que vous faites. Donc il n'y a pas eu autant d'emprunts que prévu. Je pense, vu les taux pratiqués, que ce n'est pas forcément une mauvaise chose pour l'équilibre budgétaire de la ville. Mais est-ce une bonne chose pour les Choisyennes et les Choisyens puisque vous nous aviez expliqué à quel point vous en aviez besoin et quelle était votre volonté d'avancer vite et bien.

À l'arrivée, sur les frais d'études, chiffrées à 684 000 euros dans le budget primitif, vous nous annoncez lors de cette décision modificative que 666 000 euros ne seront pas réalisés. 660 000 euros sur 684. Autrement dit, presque l'ensemble de l'enveloppe consacrée à ces études qui n'ont pas été réalisées. Vous allez me dire « elles sont reportées, c'est parce qu'on n'a pas eu le temps, on va le refaire », etc. Malheureusement, c'est ce que nous

entendons chaque année. C'est le signe de ce que nous disions, qui vous mettez très en colère au moment du budget primitif, le signe que notre ville, malheureusement, stagne, les projets ne se mettent pas en place, n'avancent pas.

J'en viens aux travaux d'aménagement. Je n'entrerai pas dans le détail du SAF, il y a une délégation qui sera dédiée, je pense que nous pourrions nous en dire tout ce que nous avons à nous en dire. Simplement, pour noter que, et là, je vais demander un éclaircissement peut-être très technique puisqu'il est ajouté 538 894 euros aux 1 859 000 euros qui avait été programmé dans le budget primitif. Or, dans la délibération sur le rachat du SAF, j'ai été bien en peine de trouver les 2,4 millions que cela représente à la fin. En tout cas, ils ne sont pas inscrits noir sur blanc, mais là encore, je peux me tromper donc je préfère demander une explication technique. Les erreurs d'écriture, cela arrive.

Concernant les travaux de voirie, qui étaient si importants et pour lesquels vous avez, Monsieur le Maire, enfourché votre cheval de bataille, force est de constater qu'ils sont rabattus de 1 475 000 euros sur les 3 081 000 qui étaient prévus, autrement dit près de 50% ou 45% des travaux de voirie prévus qui n'ont pas été réalisés.

Pour les travaux d'espaces verts, il y a une difficulté de lecture. Dans la présentation budgétaire du budget primitif, il n'y avait pas de ligne espaces verts, donc je ne peux pas faire de comparaison.

Sur les travaux d'éclairage public, c'est 266 000 euros qui n'ont pas été réalisés, sur les 975 000 que vous aviez programmés, etc., etc., etc.

Bien entendu, vous allez dire, c'est reporté, mais à force de report, de report et de report, je crois que le sentiment que partage de plus en plus de Choisyens, de nombreux Choisyens, est que leur ville stagne, leur ville ne bouge pas, alors que leurs besoins sont immenses. Dans la période que nous vivons, alors que tous les territoires bougent autour de nous, que le Grand Paris Express arrive, alors qu'il y a des mutations de territoires à l'échelle régionale, cette stagnation, le fait que nous soyons l'arme au pied pour le développement de notre commune, est, je crois, une très mauvaise nouvelle pour l'avenir des Choisyennes et des Choisyens.

Nous voterons donc contre cette décision modificative.

M. le Maire : Très bien. Monsieur Aoummis.

M. Aoummis : Merci, Monsieur le Maire. L'exercice de style démocratique, majorité/opposition, consiste à faire dire aux chiffres le contraire. C'est pourquoi je n'ai pas la même lecture de cette décision modificative qui reflète la réalité budgétaire de la ville, une réalité impactée certes par les baisses de dotations, j'ai eu l'occasion de le dire tout à l'heure, mais aussi grevée par des choix politiques peu judicieux. La preuve en est que les dépenses de fonctionnement sont de - 85 000 euros et que les dépenses d'investissement sont de - 4 millions d'euros.

Au sujet de la section fonctionnement, la majorité raisonne sur la base de la soustraction. Les chiffres qui s'étalent devant nous sont parlants : moins sur l'entretien et réparation des bâtiments, moins sur l'éclairage public, moins sur le nettoyage du domaine public, moins sur la participation au déficit du centre municipal de la santé, etc., etc. Alors que, et je suis désolé d'y revenir, le budget alloué au fonctionnement de la police municipale s'élève à quelques millions d'euros. En face de cette dépense de la police municipale, les recettes ne dépassent pas les 105 000 euros, dont 92 000 relèvent de la fiscalité locale. Comme quoi, les incitations de l'État et de la Région préalables à toute création de police municipale ne sont pas suivies dans la durée.

Avec ce budget régressif, et je rejoins mon camarade qui vient de prendre la parole, nous avons l'impression que la ville de Choisy ne s'agrandit pas, ne se développe pas et qu'elle peut se permettre le luxe de raboter ses besoins en termes de fonctionnement.

Dans la section investissement, les dépenses sont de - 4 279 000 euros, avec notamment moins de 2 millions sur les travaux et l'aménagement, moins de 1 475 000 sur les travaux de voirie. Je n'ai pas beaucoup commenté ce constat de régression des investissements, voirie que j'ai souligné lors d'un précédent budget. Alors que la majorité trace des plans sur la comète, avec les projets d'une nouvelle piscine, d'un nouveau gymnase, d'une nouvelle école, d'un centre régional d'art et de culture, d'une cantine municipale, j'en passe et des meilleurs, voilà que les recettes d'investissement sont de - 4 179 000 euros. Pour équilibrer, la ville est réduite à vendre le pavillon du 2 rue des Chalets, lieu dont se servait l'association des éducateurs. Elle en est aussi à vendre des véhicules de la ville.

Manifestement, nous sommes très loin du compte. Merci.

M. le Maire : Bien, d'autres interventions ? Je n'en vois pas. Ah, Madame Dos Reis.

Mme Dos Reis : Merci. Je partage l'impression d'inertie évoquée par Monsieur Guillaud-Bataille sur l'avancée des projets. Je note des petites choses positives, par exemple, l'étude qui a coûté moins cher que prévu, relative à la cuisine centrale. Je note surtout qu'il n'y a pas eu d'études réalisées sur le nouveau groupe scolaire, alors qu'on est quand même dans une ville qui se densifie de plus en plus. Cela compte parmi les besoins qui se montrent de plus en plus présents.

Concernant les travaux de voirie, je n'ai pas bien entendu. Ont-ils été effectués ou non ou bien s'agit-il de leur coût moindre que prévu ? S'ils ont coûté moins cher que prévu, cela ne me dérangerait pas si la voirie était en parfait état, mais ce n'est pas le cas, donc il y a quand même des manques de ce côté.

Il en va de même pour l'éclairage public. Nous pouvons considérer que tout ce qui relève des travaux sur l'éclairage public est un peu de l'investissement puisqu'aujourd'hui, on utilise de nouvelles technologies permettant de consommer beaucoup moins, allant dans le sens de l'économie et de l'écologie.

Je trouve donc malheureux que ces choses-là n'aient pas été faites.

M. le Maire : Bien, d'autres interventions ? Bon, Madame Benkahla.

Mme Benkahla : Juste une précision, je voulais savoir, la maison vendue dont il est question, c'est l'établissement qui accueille les éducateurs de prévention spécialisée ?

M. le Maire : La vente rue des Chalets ? Je vais en parler.

Mme Benkahla : Est-ce que c'est de cela dont il est question ?

M. le Maire : Oui, oui, je vais en parler, je vais répondre aux questions, je vais noter.

Mme Benkahla : Juste une précision, parce que la question de la prévention spécialisée, alors certains vont s'offenser à nouveau, mais bon, cela fait juste vingt ans que je travaille dans le cadre de la prévention spécialisée, donc permettez-moi d'avoir un tout petit peu d'éléments de réalité sur cette question.

La prévention spécialisée n'a pas vocation à avoir une demeure extrêmement forte et grande. Sa fonction première est de procéder à ce qu'on appelle des maraudes, c'est-à-dire

qu'on se balade dans les quartiers, les quartiers QPV notamment, les quartiers identifiés comme en veille, sensibles, etc., pour repérer des jeunes un petit peu en détresse, des jeunes en voie de déscolarisation, etc. Le but est d'accrocher, d'établir une permanence sur le terrain pour être visible de ces jeunes et de ces moins jeunes. Il est ensuite de créer du lien et de raccrocher ces jeunes aux dispositifs de droit commun. Le but n'est pas du tout d'avoir une demeure, ce n'est pas le propre de la prévention spécialisée. C'est une particularité, un petit peu à Choisy-le-Roi, contrairement aux dispositifs de prévention spécialisée qu'on trouve dans d'autres territoires du Val-de-Marne, de toute l'Île-de-France. Ce n'est donc pas un argument pour dire que l'on va maltraiter la prévention spécialisée si des choses sont travaillées différemment, y compris en termes d'équipement.

M. le Maire : En l'occurrence, on ne voulait pas la maltraiter. Je vais expliquer ce dont il s'agit sur le Chalet. Alors, je vous ai écouté, très bien. Bon, je pense que nous n'habitons pas dans la même ville. Que ne vous êtes-vous pas exprimé au Royal, sur tous ces faits, tellement graves. Il aurait été bien, vu le nombre important des personnes présentes, près de 300 personnes, que vous leur fassiez part directement de choses aussi importantes que vous voulez bien nous dire.

À propos de la ville qui stagne, je vous renvoie à notre bilan de mi-mandat. Si tout ce que nous avons réalisé en trois ans, avec deux ans de Covid et tous les organismes à réorganiser, c'est une ville qui stagne, très bien, je vous renvoie à la lecture de notre bilan. Nous aurions pu ajouter 20 pages de plus, mais au bout de 43 pages, nous nous sommes dit que cela faisait beaucoup. Cela nous a d'ailleurs été reproché, mais que voulez-vous, nous avons réalisé beaucoup de choses qu'il fallait bien retranscrire. C'est un fait que vous ne reconnaissez pas, mais fort heureusement, ce n'est pas ce que j'ai entendu dans la salle du Royal, au contraire. Je suis resté une heure et demie après la fin de cette réunion pour écouter la satisfaction des Choisyennes et des Choisyens.

Si vous voulez qu'on fasse mieux que vous en deux ans de Covid et trois ans, on peut même dire en un an, alors que pendant 63 ans vous avez été aux commandes de cette ville, moi je ne sais pas faire. En revanche, nous avons fait plus à mi-mandat que tout ce qui a été fait sur la mandature précédente. Nous pouvons nous promener dans chaque rue et vous le démontrer. Vous oubliez de parler des panneaux que nous avons mis sur les écoles, les cours végétalisées, notre centre d'imagerie médicale vanté par tous, que toutes les villes environnantes voulaient, la création de la police municipale.

Mais à chaque fois, on nous dit « oui, la police municipale, c'est un gros problème ». Je vous propose de la supprimer. Il faudra que, sur ce point, vous soyez très clairs vis-à-vis de la population. Quelle que soit la délibération, vous nous reprochez sans cesse la police municipale. Très bien, cela peut être une différence entre nous, mais il va falloir assumer devant la population que vous voulez la supprimer. Parce que si vous ne la supprimez pas, vous la payerez le même prix que nous. Il va donc falloir choisir. Vous voyez, c'est un premier choix important.

Vous ne parlez pas de la propreté qui s'est plus qu'améliorée. Vous ne parlez pas des nouveaux restaurants qui sont venus investir beaucoup d'argent à Choisy-le-Roi, parce qu'ils nous font confiance et qu'ils ont vu qu'il y a du changement, les cours végétalisées. Tout cela, vous n'en parlez pas.

Vous nous dites « ah oui, vous reportez, vous reportez ». Oui, nous reportons, c'est ce que l'on attend dans toutes les villes actuellement. C'est ce que j'ai entendu dans cette salle lorsque vous présidiez aux destinées de la ville. Chaque année, il y avait des reports, des reports. Il y avait aussi des plans pluriannuels d'investissement, ce qui est tout à fait normal.

Et nous sommes dans une période, par exemple Madame Dos Reis, vous arrivez, on va vous expliquer. Et s'il vous manque des dossiers, je vous les ferai parvenir.

Concernant le groupe scolaire, nous n'allons quand même pas dépenser des études sur un groupe scolaire qu'il est impossible de réaliser maintenant, parce que le groupe scolaire qui devait être fait au quartier Nord de Choisy est dépendant de l'opération du Lugo, elle-même bloquée par l'OIN. Je veux bien que l'on dépense 300, 400 000 euros en bureau d'études pour une école qui ne se fera peut-être que dans dix ans, mais, non, nous avons d'autres choses à faire.

Vous oubliez de parler de toutes les voiries qu'on a refaites en à peine trois ans, la rue d'Alsace-Lorraine, la rue des Liserons, la réfection du pont Rondu. Nous attendions sa réfection depuis douze ans. La passerelle, la passerelle, Monsieur Guillaud-Bataille, mais peut-être l'ignorez-vous, à Picasso sur les rives de Seine, cette passerelle dont les habitants attendaient depuis dix ans la réouverture et la rénovation, nous l'avons faite en moins de deux ans. Personne n'a dit dans cette salle que nous étions des supermans, personne. Il va nous falloir travailler encore pendant vingt ou trente ans. Si ce n'est pas moi, ce seront mes successeurs. Ou peut-être vous un jour. Alors vous verrez qu'il faut refaire une piscine qui aurait dû être faite il y a trente ans. En respectant ces données, une piscine dure 40 ans, elle a 70 ans. Elle aurait dû être refaite il y a trente ans. Peu de villes font à l'année près sur la durabilité d'un équipement, son renouvellement. Mais quand même avoir attendu trente ans, trente ans, trente ans trop tard d'investissement et vous nous dites que nous, nous ne bougeons pas. Trente ans de retard pour le gymnase Léo Lagrange qu'il va nous falloir démolir.

Nous ne bougeons pas ? Je vous l'ai dit, Monsieur Guillaud-Bataille, nous sommes malheureusement dans un pays où les choses sont souvent bloquées, très longues à aboutir. Il faut bien, malgré toute notre bonne volonté, prévoir les choses. Il faut que l'environnement et les finances s'y prêtent, que les bureaux d'études travaillent plus vite et que les pouvoirs publics nous donnent plus rapidement les autorisations nécessaires. Le Lugo, dont dépend la création de cette école, est à l'arrêt depuis douze ans. Douze ans ! Ce soir, le Conseil se passe bien et je ne veux pas vous prêter de mauvaises intentions, mais quand même, qui a menti à la population du Lugo ? Ce n'est pas vous, Monsieur Guillaud-Bataille. Mais on a menti à la population du Lugo. On lui a dit qu'elle serait déjà sur la parcelle Frazzi avec des logements neufs. À peine élu, j'ai dû me retrouver face aux habitants, face aux syndicats rameutés de toute la France pour me faire porter le chapeau, pour dire que je mentais lorsque j'ai voulu leur expliquer que, malheureusement, ce qui leur avait été promis, c'était impossible. L'association de Monsieur Moreau, dont la femme a siégé ici, avec des banderoles où il était inscrit « le maire, Monsieur Panetta, menteur, etc. ». Je vous invite à passer devant leur association pour voir quel type de banderole est mise maintenant. « Le maire est avec nous, le maire nous soutient, le maire n'a pas menti. » Vous nous taxez d'immobilisme, sur une situation aussi grave au Lugo, douze ans que cela piétine, que nous allons sûrement débloquent avant la fin du mandat. Ici même, hier, j'ai réuni l'État, le bailleur, la DRETS, le préfet et le sous-préfet pour leur faire part de ce problème. Comment vous, qui étiez aux commandes, et je m'adresse à vous directement, parce que quand même, entendre dire que nous sommes immobiles, comment avez-vous pu dire aux habitants du Lugo qu'ils seraient dans des logements neufs sur Frazzi ? C'était soit de l'incompétence totale, soit un mensonge énorme. Que vous m'attaquiez, c'est de bonne guerre, mais permettez-moi, quand même, de rétablir certaines vérités. Comment pouvait-on dire à des habitants, juste avant les élections en plus, qu'ils allaient se retrouver dans des logements neufs, sur des terrains qui n'appartenaient pas à la ville, et qui n'étaient portés ni par l'EPF ni par le SAF ? Quand même, quand même ! Nous héritons de cette situation, et cela va bouger parce que nous ne sommes pas inactifs.

Trois ans, dont deux de Covid. Un an et demi à reconstituer tous les services. Dois-je vous rappeler dans quel état était la commune avant que nous arrivions ? Cette merveilleuse invention dont tous les agents se plaignaient. Étant assis à la place de l'ancien maire, je connais les difficultés auxquelles vous avez dû faire face. Mais la DEP, qui pilotait des choses primordiales dans notre ville où plus rien ne fonctionnait, nous, avec notre inexpérience de premier mandat, nous avons réussi, en moins de deux ans, à tout remettre en marche, alors que des villes piétinent encore. Avant de lancer des actions, il faut des services pour pouvoir les mener à bien, malgré le Covid.

Par le passé, vous avez eu des réalisations à votre actif, je ne l'ai jamais nié, mais en soixante-deux ans de mandat. Si on devait créer un indice de performance au temps passé, je suis un passionné d'automobile, c'est un classement des 24 heures du Mans, nous serions largement devant vous, mais très largement, avec tout ce que nous avons réalisé, en à peine trois ans, et avec deux ans de Covid très durs. Nous avons été la première ville, ou l'une des deux premières, à tout de suite faire un centre de vaccination. Nous avons été la dernière ville à le fermer. Comment ?

Intervention hors micro de Madame Desprès.

Attendez, vous voulez comparer ce qui a été fait à Jean Bouin et le centre que nous avons fait ? Mais non, cela n'a pas été fait avant, Madame Desprès, il n'y avait rien, il n'y avait rien, arrêtez.

Contestation dans la salle.

Je suis désolé. Bon, que vous contestiez notre politique, cela peut s'entendre, sinon, vous seriez avec nous, mais nous dire, à chaque fois, que nous sommes immobiles, malgré les preuves, que les Choisyennes, et c'est ce qui compte pour nous, malgré les preuves que les Choisyennes et les Choisyens ont sous les yeux chaque jour.

Pour revenir au pavillon rue des Chalets que nous n'avons pas vendus, un collègue de vos collègues peut vous dire pourquoi nous ne l'avons pas vendu. Nous nous sommes entretenus avec les membres de cette association. Ils nous ont fait part de leur éventuel désir d'acquérir ce pavillon. Pourquoi pas ? La proposition est d'ailleurs toujours sur la table. Cependant, comme vous le savez, il faut faire une évaluation du domaine. Cette évaluation porte sur près de 400 000 euros, donc, pour l'instant, l'association n'a pas les fonds, n'a peut-être pas les crédits. La période n'est pas favorable, mais nous maintenons cette proposition, pour que l'association se rende propriétaire de ce pavillon. Si demain, elle peut se porter acquéreur, le pavillon sera vendu. Pour l'instant, elle ne le peut pas, donc bien sûr, nous réintégrons.

Avec mes adjoints, nous sommes particulièrement fiers de tout ce que nous avons fait en matière de développement durable et d'écologie, nous avons planté à ce jour 1 000 arbres. C'est un immense succès, pour mes collègues et moi, qui génère une énorme satisfaction chez les Choisyennes et les Choisyens, venus depuis deux ans chercher des arbres à planter. Mille arbres, ce n'est quand même pas rien.

Que vous ayez une autre politique, que vous vouliez développer d'autres choses, très bien, c'est la démocratie, mais que vous disiez que la ville stagne, non. C'est avez-vous qu'elle a stagné. Trente ans d'investissement en retard. Vous parliez de l'état des routes, oui, nous héritons de 50 % des routes à refaire. Cela coûte cher de refaire une route. Toutefois, le plus important, ce n'est pas le financement, c'est de trouver les bras pour le faire, c'est de pouvoir recruter aux services voirie. Nous en revenons à ce dont nous avons discuté tout à l'heure, la non-attractivité des collectivités et la difficulté à recruter des agents. Le service voirie est un

des domaines où il est très difficile de recruter. Quant au responsable voirie que nous cherchons depuis trois ans et que des villes cherchent depuis cinq, six ans, j'espère que nous allons trouver un jour. Ce sont des difficultés, rien n'est simple.

Malgré tout, nous avançons. Alors, c'est très simple, nous sommes en démocratie. Les Choisyennes et les Choisyens se détermineront, et c'est très bien ainsi. Dans tous les cas, nous travaillons avec cœur, énormément, avec les agents. Je l'ai dit tout à l'heure, merci à eux.

Avec notre direction, avec mes adjoints, nous ne comptons pas nos heures. Que nous soyons critiquables, peut-être, très bien, discutons, mais personne ne peut croire à Choisy que la ville stagne. Cela voudrait dire que nous ne faisons rien. Je suis désolé, je parcours cette ville du matin au soir, à pied, pas en voiture, et ce n'est pas absolument pas, ce que me disent les Choisyennes et les Choisyens. L'heure de vérité viendra. Comme le temps passe vite, nous allons redoubler d'efforts.

Monsieur Aoummis.

M. Aoummis : Monsieur le Maire, il y a une ambiguïté à lever. Nous sommes dans un cénacle, dans un lieu de débat démocratique. Vous êtes la majorité, nous représentons l'opposition. Nous n'avons pas la même vision des choses, nous sommes bien d'accord. Vous avez quand même passé deux mandats dans l'opposition, vous connaissez les rouages discursifs et idéologiques de l'opposition et de la majorité. On est là-dessus, quand on n'est pas d'accord. Vous n'étiez pas d'accord sur un certain nombre de choses, que vous répétiez sans arrêt, par exemple sur le logement social. Vous étiez un ardent défenseur de l'arrêt du bétonnage de la ville, c'était votre dada.

M. le Maire : L'accession sociale à la propriété.

M. Aoummis : le constat que nous pouvons faire aujourd'hui relève de désaccords. Nous ne sommes pas dans l'arrêt de la bétonnisation, nous sommes dans la construction. À la limite, nous, cela nous va, il n'y a pas de problème par rapport à cela.

Si nous parlons de la police municipale, c'est parce que c'est un marqueur important. Ce n'est pas forcément pour dire qu'elle n'a pas d'utilité pour la ville, loin de là. Nous pointons juste un certain nombre de choix qui sont faits.

À aucun moment, tout cas dans mon esprit, je ne minore l'engagement des élus qui vous entourent, ni le vôtre, ni celui des élus de votre majorité. Nous sommes conscients que la tâche est ardue, que les uns et les autres, vous y mettez beaucoup de cœur. Là-dessus, il n'y a pas de problème. Ne nous faites donc pas un procès inutile. Nous ne vous faisons pas la guerre, nous sommes dans une position démocratique, qui doit être respectée dans la mesure où les idées ne sont pas les mêmes. L'antagonisme fait avancer la chose, tout simplement, l'antagonisme crée de la dynamique. Si vous voulez qu'on dise les mêmes choses que vous, cela ne sert à rien qu'on soit là, Monsieur le Maire.

M. le Maire : Pas du tout, Monsieur Aoummis. Effectivement, nous avons des marqueurs différents, mais lorsque vous affirmez que la ville stagne, ce n'est pas de la différence, c'est une contre-vérité. Donc, je suis désolé, je suis obligé de rappeler tout ce que nous avons fait.

Nous n'allons pas passer la soirée sur la police municipale, mais il va falloir vous déterminer. Vous venez de dire qu'elle a une utilité ; à un moment ou un autre, il faudra dire si vous conserverez la police municipale dans cette ville ou si vous la supprimerez.

Quelqu'un intervient hors micro.

Alors il faut en parler en temps utile, il ne faut pas en parler maintenant. Il faudra en parler en 2026, mais vous en parlez maintenant, donc je voudrais comprendre.

Concernant le logement social, le maire de la ville de Bonneuil nous dit qu'il faut qu'il arrive à diminuer son nombre de logements sociaux.

Un intervenant hors micro : Ce n'est pas vrai.

Comment cela, ce n'est pas vrai ? Je peux vous amener quarante témoins. Il est vrai qu'en public, avec ses amis, il dit le contraire, mais dans toutes les instances où il est, ce n'est pas le contraire qu'il dit. Moi, j'assume, nous assumons. Est-ce que nous avons dit que sur le social, nous arrêtons ? Pas du tout. Nous allons nous maintenir à 38 %. Je défends partout l'accession sociale à la propriété, déjà lorsque j'étais dans l'opposition au sein de Valophis. J'ai voté contre l'augmentation des loyers chez les bailleurs. Dans cette ville, nous avons voté pour le plafonnement des loyers. Nous ne sommes pas beaucoup de villes à l'avoir voté, même dans les villes de gauche. Nous, nous l'avons voté avec vous, vous l'avez voté avec nous, c'est important. Nous avons aussi voté le permis de louer, pour éviter de louer des logements insalubres. Ce que nous faisons se vérifie.

Après, c'est ce qui fait avancer les villes, la démocratie. Il y a des points où nous pouvons nous rejoindre, il y a des points où nous ne sommes pas d'accord. Sur la bétonnisation de la ville, entendons-nous bien. Ne pas bétonner une ville ne veut pas dire ne plus construire, cela veut dire faire ce que nous avons fait et ce que vous n'avez pas fait, vous. Nous avons été les premiers à Choisy-le-Roi, avant la Métropole, avant le Territoire, avant le SDRIF, à imposer 30 % de pleine terre dans la modification du PLU. C'est cela qui compte, 30 % pleine terre, alors que la ville, sur ce qui a été réalisé, n'était même pas 5 % de pleine terre. Nous avons les plans d'occupation des sols à présenter aux Choisyennes et Choisyens qui veulent vérifier. Arrêter la bétonnisation ne veut pas dire ne plus construire. Ne plus construire, c'est régresser.

Lorsque je suis arrivé aux affaires, concernant l'école Cachin, la première chose que m'avait présentée Madame Loridon, responsable de l'urbanisme à l'époque, qui maintenant est partie au Kremlin, c'était 380 logements à construire sur la petite parcelle de l'Intermarché. Il n'y avait même pas 2 % de pleine terre. Malgré mon inexpérience de l'époque, et avec mon adjoint Ali Id Elouali, responsable de l'urbanisme, nous avons mis trente secondes pour dire non. Les autres constructions respectent les 30 % de pleine terre, utilisent les matériaux durables, font une part réelle à la végétalisation, tiennent compte du traitement de l'eau, et Monsieur Ali Id Elouali peut en parler plus que moi. C'est tout cela qui est imposé aujourd'hui, aux promoteurs ou à la rénovation urbaine, au navigateur où nous avons imposé toutes ces nouvelles normes qui ne figuraient pas, et qui sont une priorité dans la reconstruction. Ce sont des marqueurs que nous assumons. Les 30 % de pleine terre, je peux vous dire qu'à la Métropole, par exemple, beaucoup de villes s'y sont opposées, alors que nous l'avons déjà voté ici.

Mais nous allons revenir aux finances. Bon, c'est instructif de discuter. Monsieur Chalbi.

M. Chalbi : Merci, Monsieur le Maire. Je voudrais rebondir sur un point particulier, l'éclairage public. Un travail est réalisé à ce niveau, à Choisy-le-Roi. Nous travaillons avec le bailleur SETELEC, pour faire la cartographie des luminaires de la ville dans le but de passer tout l'éclairage en LED. L'objectif est de diminuer de quasiment 40 % la consommation énergétique de l'éclairage public. Nous avons des contraintes à Choisy-le-Roi. Du fait notamment des routes à grande circulation, nous ne pouvons pas faire comme certaines villes voisines du pilotage à distance lampadaire par lampadaire, par exemple. En revanche, la mise en place de la gestion mutualisée d'un groupement de lampadaires au niveau des

armoires est en cours. Une armoire gère plusieurs lampadaires. Au cas par cas, c'est beaucoup plus compliqué du fait de la contrainte du nombre de routes à grande circulation sur notre territoire. Nous serons peut-être amenés à terme, à la fin du mandat, à mutualiser la gestion et la programmation à distance des lampadaires avec la vidéoprotection.

Un autre sujet est sur la table, l'extinction des lumières quand il n'y a pas de circulation de personnes via des capteurs, si quelqu'un passe, la lumière s'allume. Certaines villes ont opté pour cette solution. Nous y réfléchissons, sans y être forcément favorables. Des études ont en effet démontré que lorsqu'il n'y a pas du tout d'éclairage dans une rue, notamment pavillonnaire, cela engendre un plus fort taux de délit, s'il fait tout noir, les gens se sentent moins en sécurité. Il y a un juste milieu à trouver entre le passage au full LED, mon objectif étant de passer 100 % des éclairages publics de la ville en 100 % LED d'ici la fin du mandat, et la réflexion future portant sur les dispositifs de capteurs, de pilotage à distance, etc. La modulation du niveau d'intensité des éclairages selon les rues et leur fréquentation est-elle possible, ou bien l'extinction avec des capteurs de passage ? Nous devons y réfléchir, c'est en lien avec la sécurité, avec les usagers. Ce qui est sûr, c'est que la cartographie est loin d'être finie. Nous allons continuer la démarche entamée sous l'ancien mandat, concernant les nouveaux éclairages mis sous LED, pour arriver à 100 % des éclairages publics en LED.

M. le Maire : Merci, Monsieur Chalbi. Monsieur Id Elouali.

M. Id Elouali : Oui, Monsieur le Maire, merci beaucoup, bonsoir chers collègues. Sans vouloir polémiquer, on ne peut pas d'un côté dire que la ville ne bouge pas, qu'elle manque de dynamisme, et de l'autre côté dire qu'il y a de la construction, qu'il y a de la bétonnisation. Je pense que c'« en même temps » n'a pas sa place, ou il dénote plutôt une incohérence de la pensée, pour ne pas dire à non-sens.

Concernant la construction, nous faisons muter la ville, muter certains endroits, certaines zones peu qualitatives. Nous l'assumons, d'une manière assertive, quand nous faisons muter ces endroits-là de manière qualitative.

Deux outils sont pour nous des leviers d'action pour que la mutation soit qualitative. Le premier, Monsieur le Maire l'a évoqué, c'est la modification du PLU, la modification 6 que nous avons tous votée. C'est une satisfaction, celle-ci a été votée à l'unanimité, comme quoi le bon sens fait toujours adhérer tout le monde. La modification numéro 7 est à venir bientôt. Elle porte sur un certain nombre d'axes routiers de la ville.

Le deuxième outil n'est pas moins important. C'est une charte de la construction. Elle incite, elle invite vivement les promoteurs à respecter des indicateurs de qualité en termes de matériaux, de choix énergétiques, en termes de partis pris architecturaux et d'un certain nombre d'autres choses qui nous permettent de continuer à avoir la maîtrise sur la construction.

J'ajoute à ces deux outils le recensement des belles demeures, si je peux les qualifier ainsi, c'est-à-dire les maisons remarquables de la ville, pour faire en sorte que le développement, la construction et l'aménagement de notre territoire se fassent toujours d'une manière maîtrisée, dans le respect de la souveraineté et des orientations politiques que nous portons, que ce ne soit pas celles et seulement celles des promoteurs.

Ce que je dis est très factuel puisque, encore une fois, les trois outils dont je vous ai parlé, la modification du PLU 667 sera votée, la charte sera devant vous et l'inventaire des demeures remarquables de Choisy-le-Roi sera aussi à votre appréciation. Voilà ce que je peux dire sur l'une des façons dont nous maîtrisons la ville.

Concernant les questions de végétalisation, et je terminerai là-dessus, Monsieur le Maire, chers collègues, je voudrais rééquilibrer et réhabiliter une sémantique un peu restrictive. On parle beaucoup de l'arbre, on devrait désormais parler, et je vous y invite, de la végétalisation de la ville puisque végétaliser la ville ne se limite pas aux arbres. Pour X raisons en effet, longues à développer ici, le foncier public sur l'espace public ne permet pas de mettre des arbres pour des questions de dimensionnement de la voirie, ou pour des questions de présence de réseau. Pour autant, ce n'est pas parce qu'il n'y a pas place pour des arbres qu'on ne peut pas agir. En plus de l'opération don d'arbre qui fait appel à la participation citoyenne sur le domaine privé, nous sommes en train de voir comment on peut via ce qu'on appelle la strate basse, un terme technique pour parler des solutions qui, lorsqu'il n'est pas possible de planter des arbres, permettent d'installer des massifs, des arbustes et d'autres animations végétales.

Voilà ce que je peux dire sur la question de l'urbanisme et de l'aménagement de la ville.

M. le Maire : Merci, Monsieur Id Elouali. Je vous propose de voter. D'autres points de finance sont prévus de toute façon. Vous voulez faire une dernière intervention, Monsieur Guillaud-Bataille ? Eh bien, allez-y.

M. Guillaud-Bataille : Bon, Monsieur le Maire, comment vous dire cela ? Je pense que vous avez remarqué que depuis le début de ce Conseil municipal, j'ai adopté une attitude pour le moins plus raisonnable tant qu'à mon ton qu'à mes interventions. Pour autant, Monsieur le Maire, je vous demande de ne pas essayer de rentrer dans la provocation ou d'affirmer des choses à l'emporte-pièce parce que cela n'est pas bon pour le débat démocratique.

Vous aviez déjà parlé de votre collègue, le maire de Bonneuil-sur-Marne, qui se trouve être un ami, et, à dessein, mais c'est une technique qui est très fréquente et parce qu'il est du même parti politique que le mien, vous, vous tordez légèrement ses propos, juste pour qu'il rejoigne ce que vous avez envie de dire. Le maire de Bonneuil est maire d'une ville où 75 % de l'habitat est de l'habitat social, ce qui représente une particularité à l'échelle de toutes les communes de France quasiment. Elles ne sont pas nombreuses à être à un tel niveau. Ce que dit le maire de Bonneuil-sur-Marne, c'est qu'il veut construire des logements, plus de logements, mais il ne veut pas faire baisser le nombre de logements sociaux sur sa ville. Ce n'est pas tout à fait la même chose, vous voyez. Je voulais donc préciser cela parce que c'est mieux qu'on soit sur des faits. Il serait bien embêté s'il essayait de faire quelque chose comme cela.

L'autre chose, Monsieur le Maire, concerne nos débats. J'ai essayé de restreindre mon intervention aux éléments budgétaires qui étaient les nôtres, qui étaient sur table. J'ai pointé des sommes qui avaient été allouées dans le budget primitif et qui sont modifiées par cette décision modificative. C'est le processus normal et ce dont nous sommes censés discuter. Pour le coup, sur les choses que j'ai pointées, je n'ai eu aucune réponse. On m'a répondu sur le bilan global, l'action globale, le bilan que vous avez présenté, etc., etc., etc., mais sur ce qui, dans les enveloppes budgétaires que j'ai pu pointer, n'a pas été réalisé, je n'ai pas eu une seule réponse.

Je reviens sur la voirie, même si cela vous énerve. Dans le budget primitif, nous avions une liste très précise des travaux prévus, très précise et très longue, c'était très bien, très informatif. On nous annonce 50 % de crédit en moins sans nous dire ce qui n'a pas été fait et reporté. Ce n'est pas un problème en soi. Ce que je pointais, c'est que cela n'a pas été fait cette année, voulant savoir quoi et ce qui est prévu. Malheureusement, ces questions sont sans réponse.

Concernant l'appréciation de votre bilan, qu'est-ce que vous voulez que je vous dise ? Vous avez votre appréciation, nous avons la nôtre. Vous nous dites « les Choisyens me disent », nous pourrions vous répondre « les Choisyens nous disent », cela s'appelle le biais de confirmation, nous le connaissons tous. Parmi les Choisyens, il y a ceux qui viennent nous engueuler, bon, très bien, et il y a ceux qui viennent nous dire qu'ils sont contents de ce que nous avons fait. C'est le lot des personnages publics que de ne rencontrer que ces deux types de personnes. Donc, souffrez que nous nous fassions l'écho de ce que nous entendons, comme nous souffrons que vous vous fassiez l'écho de ce que vous entendez.

M. le Maire : Bon, très bien Monsieur Bataille, on ne va pas épiloguer plus que cela là-dessus. Moi, je vous dis que lorsque les maires de gauche et de droite sont réunis, je maintiens et j'affirme ce qu'il a dit. Bon, il n'est pas là. Peut-être qu'un jour où nous serons ensemble, il pourra s'en expliquer. Je peux vous affirmer ce qu'il dit. Après, publiquement, il a des électeurs, donc il dit autre chose. Ceci, nous pouvons être plusieurs maires du Val-de-Marne à vous l'affirmer.

Mais revenons à Choisy. Je vais donner la parole à Madame Francisot, si elle peut vous apporter des éléments plus précis. Ce qui n'a pas été réalisé, ce sont notamment les rues, je vous l'ai dit. Ce n'est pas un problème financier, c'est un problème de bras. Il faut les trouver, d'autant que nous n'avons pas transféré les rues au Territoire. J'ai répondu à votre question.

En revanche, vous avez bien sûr le droit de soutenir votre analyse, et c'est votre rôle, mais de là à conclure que la ville stagne, que nous n'aurions rien fait, comprenez que ce n'est pas acceptable et que ce n'est pas la réalité. Que nous ayons fait moins que ce que nous prévoyions, oui. Il se passe la même chose dans toutes les villes.

Nous souhaitons faire une nouvelle piscine, c'est absolument indispensable, peut-être que nous n'allons pas y arriver. Dans ce cas, il faudra bien réorganiser le budget. Nous allons néanmoins tout faire parce que cette piscine indispensable, je ne suis pas sûr que l'actuelle tienne jusqu'en 2026. Nous serons peut-être obligés de la fermer avant. Nous avons des alertes très inquiétantes concernant les utilisateurs.

Que vous pointiez que telle ou telle chose n'a pas été faite, très bien, cela peut même être factuel. Cela ne signifie pas que la ville stagne. La ville ne stagne pas, elle avance et elle avance bien et dans le bon sens. Les arbitres sont les Choisyennes et les Choisyens, je m'en remettrai à ce qu'ils décideront. Il faut que cela reste ainsi, parce qu'au regard de ce qui se passe ailleurs en ce moment, on peut se demander si ce sera toujours le citoyen qui décidera, j'ai quelques inquiétudes là-dessus.

Je vais donner la parole à Madame Francisot.

Mme Francisot : Merci, Monsieur le Maire. Pour répondre sur le montant de l'emprunt, il est diminué du montant de l'autofinancement. Ensuite, il y a énormément, effectivement, un million sur la voirie, l'éclairage public, etc. Cela ne veut pas dire que ce n'est pas réalisé, ou pas commencé ou pas prévu. En fin d'année, l'investissement se clôture, on a le droit de passer des factures d'investissement que jusqu'au 15 décembre. Parfois, les opérations sont commencées, c'est exactement ce qui se passe avec Hollander, mais nous savons que nous ne recevrons pas de facturation avant janvier. Cela nous permet donc d'éviter de faire de l'emprunt pour des choses dont on sait qu'on ne les payera pas. Cela nous permet de reporter l'emprunt en fin d'année prochaine. Il s'agit de petits ajustements comptables.

Pour savoir exactement ce qui a été réalisé, quand nous arriverons au CFU au mois de juin, vous aurez la liste de ce qui a été réalisé. Le CFU contient les réalisations exactes. Là, nous en sommes encore au stade des prévisions.

Pour le montant de l'impôt que nous avons ajusté, par exemple, se base sur des montants que la DGFIP nous a transmis en début d'année après le vote du budget. Nous venons de recevoir une nouvelle notification, qui est tout autre, après avoir préparé ces documents. Ce sont des éléments dont nous ne serons certains que quand nous voterons le CFU, quand nous aurons payé toutes les factures et en fonctionnement, et en investissement. Donc l'investissement jusqu'à vendredi, le fonctionnement, jusqu'au 20 janvier environ.

M. le Maire : Merci, Madame Francisot. Je vous propose de passer au vote. Y a-t-il des votes contre ? Il y a 7 votes contre. Y a-t-il des abstentions ? Il y en a une. C'est voté à la majorité.

Vote de la délibération n°10.

Ont voté pour : 33

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, M. THIAM Moustapha, SASU Hancès, M. GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, Mme COHEN Rachel, Mme DIMNET Jocelyne, Mme LORES Monique, POUDY Franklin, M. CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, Mme LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, Mme FOURNIER Laura, BENKAHLA Malika, DESPRES Catherine.

Ont voté contre : 7 (DOS REIS Sabrina, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, M. BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien).

Se sont abstenus : 1 (HUTIN Sébastien).

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°10 est adoptée à la majorité

→ **Décision modificative n°1 – Exercice 2023 – Budget annexe des parkings**

M. le Maire : Au point n°11, nous restons dans les finances, avec le budget annexe des parkings. Madame Francisot.

Mme Francisot : Merci, Monsieur le Maire. Cette décision modificative pour le budget annexe des parkings s'équilibre en section de fonctionnement à + 863 600 euros, et en section d'investissement, à + 922 667 euros.

En section de fonctionnement, nous ajustons les charges à caractère général à - 63 551 euros. Ce ne sont pas, encore une fois, des choses non réalisées, mais une nouvelle répartition en fin d'année.

Concernant les charges exceptionnelles, dont les titres annuels, nous retirons 8 000 euros. Nous ajustons de 8 100 euros les charges de personnel. Vu que nous allons rembourser les emprunts, nous avons 3 970 euros de pénalité liés aux intérêts des emprunts. Nous ajustons les charges de gestion et nous virons à la section d'investissement 922 000 euros.

En ce qui concerne les recettes, la subvention d'exploitation est versée du budget principal, donc augmentée de 850 000 euros. Nous avons une soulte de 12 900 euros pour le

remboursement de l'un des emprunts. C'est très bien, nous remboursons les emprunts et la banque nous donne de l'argent. Enfin, nous avons une redevance de 700 euros, versée par les fermiers concessionnaires.

En section d'investissement, les immobilisations corporelles sont réduites de 86 000 euros. Nous remboursons donc la dette, que je vous expliquerai dans la délibération suivante, pour 1 008 667 euros. Les recettes viennent de la section de fonctionnement de 922 000 euros.

M. le Maire : Y a-t-il des questions sur le budget annexe des parkings ? Je n'en vois pas. Ah, Monsieur Guillaud-Bataille.

M. Guillaud-Bataille : C'est un peu compliqué parce que ce serait bien d'avoir un débat de fond, mais si nous séparons les deux délibérations, nous ne pouvons pas avoir le débat qui est le débat principal de cette annexe budgétaire, à savoir, votre décision de rembourser les emprunts. Il est dommage de les scinder parce que le débat porte nécessairement sur les deux, puisque la décision politique, c'est le fait que vous allouez une subvention pour rembourser de manière anticipée les emprunts. Voilà. C'est juste un point d'ordre parce que si nous intervenons, nous empièterons sur la deuxième intervention.

M. le Maire : Nous pouvons examiner l'autre, mais concernant le budget des parkings, il y a une raison extrêmement simple. Je peux donner la parole à Madame Francisot, nous n'avons rien à cacher, c'est une obligation qui se porte à nous parce qu'il va falloir prendre certaines décisions, ce que nous a d'ailleurs demandé la Cour des comptes.

Mme Francisot : Effectivement, comme vous l'avez vu, nous augmentons la subvention cette année pour pouvoir rembourser les emprunts. Pourquoi ? Parce qu'il faut, à la suite de l'observation de la Cour des comptes à notre arrivée, disant qu'il n'était pas normal en comptabilité publique de verser chaque année une subvention dite exceptionnelle, à un établissement public, à un EPIC.

Nous avons lancé une étude. À ce stade, comme je vous l'ai dit en commission, Monsieur Guillaud-Bataille, nous explorons toutes les possibilités qui s'offrent à nous. Pour l'instant, l'étude nous alerte sur les emprunts réalisés sur le compte du parking. C'est en partie ce qui rend notre budget déficitaire.

Par ailleurs, il y a de gros problèmes de structure, qu'il faudra régler aussi l'année prochaine. Pour la ville, il est plus intéressant de réaliser ces travaux en passant par le budget des parkings. Nous le ferons donc par une subvention d'investissement pour ne pas remettre d'emprunts sur ces parkings. Cette AMO se poursuivra pour décider entre autres de la meilleure gestion pour ce parking.

Aujourd'hui, la décision n'est pas figée. Nous réfléchissons au moyen de ne plus verser annuellement une subvention censée être exceptionnelle. Voilà le but de cette opération de remboursement de crédit.

M. le Maire : Merci, Madame Francisot. Nous pouvons parler de la dette, Monsieur Aoummis.

M. Aoummis : Monsieur le Maire, je vote le budget du parking, en cohérence avec moi-même comme je l'ai toujours fait, avec l'ancienne majorité. Il me semble qu'il y a aussi une prévision d'investissement de 700 000 euros sur le parking. C'est évidemment une nécessité absolue au regard de la situation des parkings. Nous en avons cinq. C'est quand même une marque de fabrique de la ville de Choisy-le-Roi. Sans ces parkings, la ville, déjà débordée par les véhicules, serait complètement congestionnée. Le retour en arrière n'est guère possible, même si le budget alloué au parking constitue une charge assez importante pour la

ville. Je constate un processus de privatisation, notamment sur le nettoyage du parking et l'ouverture nocturne. Je constate que sur les six agents, il n'y en a que quatre. Deux sont en arrêt maladie de longue durée, et ce, dans un contexte contraignant, 7j/7.

Je suis prêt à voter ce que vous allez présenter relatif aux parkings, à la condition que l'on n'aille pas dans le sens de la privatisation. Il faut que l'on nous dise les choses de manière claire. Merci.

M. le Maire : De manière très claire, nous y serons peut-être obligés. Comme vous venez de le dire, nous avons dû déjà recourir à des sociétés privées pour le nettoyage du parking. Vous avez vu dans quel état sont les parkings.

Tout à l'heure, nous parlions du respect des agents. Dans le contrat des agents, il n'est pas prévu d'aller ramasser ce qu'ils trouvent dans les parkings. Ils ont juste un petit travail de nettoyage à faire. Là, c'est plus que du nettoyage qu'il y a à faire, ce qui nous coûte très cher. Nous avons été placés devant la plainte, justifiée, des Choisyennes et des Choisyens, notamment en ce qui concerne le parking Jean Jaurès, où même des marchands déposaient leurs cageots, ou s'en servaient d'urinoir. La propreté des parkings pose un problème. Il nous a fallu prendre le taureau par les cornes et c'est un coût. Une commune n'est pas outillée, n'est cependant pas armée pour gérer des parkings. Nous débattons de cela, vous pourrez vous exprimer, mais pour l'instant, nous sommes obligés de faire face à cette situation.

Donc je vous propose de faire le vote du budget annexe des parkings, le point 10. Y a-t-il des votes contre ? Ah, pardon, excusez-moi, Monsieur Guillaud-Bataille, vous aviez demandé la parole.

M. Guillaud-Bataille : Merci, Monsieur le Maire. Je rejoins un certain nombre de choses. Pour ma part, je le dis à titre strictement personnel parce que cela pourrait faire grincer les dents, aussi bien dans mon groupe qu'auprès de mes amis, je suis prêt à tout entendre sur la gestion des parkings. Il y a des réalités. Nos parkings sont aussi dans un état qui demande aujourd'hui à être vraiment fortement réhabilité. Ils créent du sentiment d'insécurité. Ils sont parfois inondés, je pense au parking Jean-Jaurès. Tout cela, nous le vivons tous. On va dire « qui paye ses dettes s'enrichit ». Il y a, j'imagine, cette prévision de faire des investissements extrêmement nécessaires. Nous regarderons ce point avec attention.

Soit dit en passant, peut-être que la question se pose d'installer des toilettes publiques accessibles aux usagers du parking. On dit souvent « oh, les gens urinent n'importe où », enfin, les hommes, soyons honnêtes, urinent n'importe où, soyons clairs...

Rires.

Il faut aussi être honnêtes entre nous, élus, parce que trouver des toilettes publiques, qu'on soit homme ou femme, c'est quand même une gageure dans l'espace public, ce qui ne concerne pas que Choisy. Peut-être qu'une réflexion doit être menée, y compris dans le cadre de la réfection de ces parkings.

Pour ce qui est du choix de gestion que nous serons amenés à faire, puisque ce sera un vote, il va falloir débattre de manière ouverte, expliquer aussi l'intérêt des Choisyennes et des Choisyens, intégrer ce que dit, je crois, mon collègue Hassan Aoummis, à savoir que Choisy est une ville de passage. C'est une réalité, et un atout puisque cela explique le nombre de nos transports. C'est aussi un inconvénient puisque tout plein de gens y passent. Il faut travailler sur ce point.

Dans l'attente du projet que vous allez mener sur les parkings, nous allons, pour une fois, voter cette décision.

M. le Maire : Merci, Monsieur Guillaud-Bataille. C'est sûr, nous souhaitons tous la propreté des parkings. Il y a effectivement sur le parking Jaurès des canalisations qui ont été réparées à la suite d'une inondation, mais il y a surtout le gros problème d'étanchéité de la dalle qui, malheureusement, nous tombe dessus et sur lequel nous travaillons.

Je vous propose donc de voter le point numéro 10, la décision modificative sur le budget annexe des parkings. Y a-t-il des votes contre ? Je n'en vois pas. Abstentions ? Une abstention. C'est voté à la majorité. Merci.

Vote de la délibération n°11

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, Mme LORES Monique, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BENKAHLA Malika, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 1 (DOS REIS Sabrina)

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°11 est adoptée à la majorité

→ Subvention d'équilibre 2023 du budget principal au budget annexe des parkings

M. le Maire : Au point 12, il s'agit toujours du parking, avec la subvention d'équilibre du budget principal. Nous en avons parlé, donc nous passons au vote. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? Une abstention. C'est voté à la majorité. Merci.

Vote de la délibération n°12

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, POUDY Franklin, M. CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BENKAHLA Malika, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 1 (DOS REIS Sabrina)

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°12 est adoptée à la majorité

→ Admission en non-valeur de créances irrécouvrables – Budget principal de la commune

M. le Maire : Nous attaquons à présent le point 13, l'admission en non-valeur des créances irrécouvrables. Madame Francisot.

Mme Francisot : Décision classique, chaque année, le trésorier nous propose d'admettre en non-valeur des créances qu'il n'arrive pas à recouvrer, soit parce qu'elles sont éteintes, soit pour une autre raison. Cette année, le trésorier nous propose d'admettre 14 587,3 euros.

M. le Maire : Des interventions ? Malheureusement, il est obligatoire de procéder de la sorte. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci.

Vote de la délibération n°13

Ont voté pour : 41

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, POUDY Franklin, CHIRrane EI Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, DOS REIS Sabrina, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BENKAHLA Malika, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°13 est adoptée à l'unanimité

→ Admission en non-valeur de créances irrécouvrables – Budget principal des parkings

M. le Maire : Le point 14 concerne le budget des parkings. Y a-t-il des votes contre ? Je n'en vois pas. Des abstentions ? 1. C'est voté à la majorité.

Vote de la délibération n°14

Ont voté pour : 41

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, DOS REIS Sabrina, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BENKAHLA Malika, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°14 est adoptée à la majorité

→ Attribution d'un acompte de subvention au Théâtre cinéma et du CCAS de Choisy-le-Roi – Budget 2024

M. le Maire : Le point n°15 concerne l'attribution d'un acompte de subvention au Théâtre cinéma et du CCAS de Choisy. Madame Francisot.

Mme Francisot : Pour permettre au Théâtre cinéma et au CCAS de commencer à fonctionner en 2024, d'ici le vote du budget, nous leur attribuons dès le début d'année une partie de la subvention correspondant à une partie de celle qui leur avait été allouée en 2023.

M. le Maire : Merci. Des interventions ? Non. Des votes contre ? Des abstentions ? C'est voté à l'unanimité.

Vote de la délibération n°15

Ont voté pour : 41

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, DOS REIS Sabrina, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BENKAHLA Malika, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°15 est adoptée à l'unanimité

→ Ouverture anticipée de crédits – investissement 2024

M. le Maire : Point 16, ouverture anticipée de crédit sur les investissements de 2024. Madame Francisot.

Mme Francisot : Nous suivons exactement le même principe pour permettre au service de continuer à fonctionner et de pouvoir payer les factures que nous recevrons en investissement avant le vote du budget. La loi nous donne le droit d'ouvrir un certain nombre de crédits d'investissement et c'est ce que nous proposons d'en ouvrir à hauteur de 4 408 000 euros.

M. le Maire : Des interventions ? Je n'en vois pas. Des votes contre ? Des abstentions ? Une abstention. C'est voté à la majorité.

Vote de la délibération n°16

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, SASU Hancès, ALIROL Béatrice, POUDY Franklin, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, GARROUT Karim, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, LANTERNIER Lucie, THIAM Moustapha, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, CHIRRANE El Arbi, FOURNIER Laura, BALIAS Thierry.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 1 DOS REIS Sabrina

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°16 est adoptée à la majorité.

MARCHÉS PUBLICS

→ Adoption du schéma de promotion des achats socialement et écologiquement responsables (SPASER) de la commune de Choisy-le-Roi

M. le Maire : Nous arrivons aux marchés publics, avec la délibération sur l'adoption du schéma de promotion des achats socialement et écologiquement responsables (SPASER). Toujours Madame Francisot.

Mme Francisot : Chers collègues, il s'agit d'une convention, d'un schéma d'achat que nous suivons déjà. Ce schéma promeut plusieurs axes :

- Une commande publique socialement responsable ;
- Une commande publique soucieuse de l'environnement.
- Faciliter l'accès aux consultations de la commune, c'est ce que nous faisons déjà et ce qui était fait avant nous.

Aujourd'hui, il s'agit de réaffirmer cette position, parce que la loi nous y oblige. Merci.

M. le Maire : Des interventions sur ce point ? Non. Des votes contre ? Des abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci.

Vote de la délibération n°17

Ont voté pour : 41

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, POUDY Franklin, CHIRrane El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, DOS REIS Sabrina, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BENKAHLA Malika, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°17 est adoptée à l'unanimité

HABITAT

→ Approbation de l'avenant n°1 à la convention pluriannuelle cadre de renouvellement urbain de l'Établissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre

M. le Maire : Nous passons maintenant au commerce, euh, à l'habitat, excusez-moi, Monsieur Druart. Approbation de l'avenant n°1 à la convention pluriannuelle cadre de renouvellement urbain de l'Établissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre.

Monsieur Druart.

M. Druart : Merci, Monsieur le Maire. Bonsoir à tous. Concernant l'avenant n°1 à la convention pluriannuelle cadre de renouvellement urbain de l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre, le Conseil territorial avait adopté en juin 2021 une convention-cadre de renouvellement urbain de l'EPT.

Cette convention-cadre, demandée par l'ANRU et l'État, précise la stratégie d'intervention de l'EPT en matière de renouvellement urbain. Elle porte également, et en articulation étroite, les conventions de site signées à l'époque d'Orly, Choisy, Ivry, sur les demandes de financement, de personnel, les minorations de loyer, les études stratégiques dépassant le cadre des projets des conventions de site, la reconstruction de l'offre de logements démolis, les droits de réservation d'actions logement liés à la reconstruction de logements.

Dans la modification à relier à l'avenant n°1, on trouve entre autres :

- La mise en conformité de la convention initiale signée le 19 avril 2022, avec la convention type en vigueur et le RGA en vigueur ;

- L'intégration des amendements demandés par le département du Val-de-Marne et de l'Essonne ;
- L'intégration des évolutions prises en compte par voie d'ajustement mineur ;
- L'intégration d'une annexe unique de description des contreparties en droits de réservation de logements locatifs sociaux pour Action Logement Services ;
- L'intégration des opérations des Generi, de renouvellement, de relogement des ménages avec minoration de loyer, de reconduction de l'offre des NPNRU, des villes de Viry-Châtillon, Savigny-sur-Orge, Villejuif, L'Haÿ-les-Roses, Valenton, du Kremlin-Bicêtre et de Vitry-sur-Seine.

Je vous précise que dans cet avenant, aucun point ne concerne la ville de Choisy-le-Roi. Nous vous demandons d'approuver cet avenant n° 1. Merci.

M. le Maire : Des réactions sur ce point ? Nous pouvons procéder aux votes. Y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? Il y a une abstention. C'est voté à la majorité.

Vote de la délibération n°18

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, POUDY Franklin, CHIRrane EI Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, Mme FOURNIER Laura, BENKAHLA Malika, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 1 Mme DOS REIS Sabrina

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°18 est adoptée à la majorité

COMMERCE

→ **Rapport d'activité 2022 – Délégation de l'exploitation des marchés publics d'approvisionnement – Groupe GÉRAUD.**

M. le Maire : Alors, maintenant, c'est le commerce, point 19. Je vais donner la parole à Monsieur Walid Sayadi pour le rapport d'activité sur la DSP des marchés de bouches du groupe GÉRAUD.

M. Sayadi : Bonsoir à tous. Comme chaque année, nous vous présentons le rapport d'activité du groupe GÉRAUD. Le bilan financier de l'exercice 2022 que nous a donné GÉRAUD était de 676 000 euros, avec des dépenses de 578 000 euros, pour un bénéfice de 97 000 euros environ. Mais depuis le début du contrat, GÉRAUD prétend être en déficit de

105 000 euros. Quelques éléments que nous avons demandés n'ont pas été fournis, concernant certains détails de la dépense de l'année 2022. Il manque donc quelques chiffres.

À part cela, rien de spécial. Dans notre programme était prévue la redynamisation du marché de la Cuve aux Navigateurs. Nous avons fait une demande dans ce cadre. Nous avons étudié des pistes pour redynamiser ce marché. Comme nous avons été bloqués par le contrat de GÉRAUD, signé en 2010 pour rappel, nous avons dû faire avec. Depuis la rentrée des classes 2023, le marché a commencé à s'activer. Je vous invite tous à vous rendre au marché des Navigateurs.

Intervention hors micro : On y va.

C'est gentil. Cela va aider certains commerçants, dont certains poissonniers. Nous avons trouvé un poissonnier, nous cherchons des bouchers. C'est dur de redynamiser un marché, mais nous aidons les commerçants. Nous leur trouvons des solutions, des parkings, notamment, autour du marché, sans oublier le parking de Lidl. Nous avons aussi ouvert le parking de la cuisine centrale où les commerçants doivent se garer. L'accessibilité est facilitée, je vous invite donc à venir. J'entends que certains viennent des Gondoles jusqu'au marché des Navigateurs, cela fait plaisir à entendre. Les commerçants s'accrochent. Voilà pour le marché.

Je vous demande de prendre acte de la présentation de ce rapport d'activité. Si vous avez des questions, je suis à votre disposition.

M. le Maire : Très bien. Merci, Monsieur Sayadi. Des réactions, des remarques ? Monsieur Aoummis.

M. Aoummis : Monsieur Sayadi a dit l'essentiel de ce rapport. Je l'ai lu avec beaucoup d'intérêt parce que le groupe GÉRAUD c'est 200 marchés, c'est un poids lourd, un acteur qui compte. Face à ce groupe, les collectivités, les villes se trouvent par moments en difficulté. C'est assez problématique.

Avec ce rapport, nous prenons acte d'un certain nombre de manquements. Je cite quelques pépites, qui relèvent du copier-coller de choses dites, je pense, il y a vingt ou trente ans, qui se répètent. Je cite : « Le groupe GÉRAUD est construit sur des valeurs qui reposent sur une transparence de gestion absolue. » Une autre pépite, dans la même présentation, le groupe fait valoir « son savoir-faire en termes d'expertise et d'innovation, et sa capacité à réaliser toute mission, hors et en complément du cadre contractuel ». Quand l' élu en charge du commerce parle des difficultés du marché des Navigateurs, on voit bien que ce qui intéresse prioritairement ce groupe, c'est la poule aux œufs d'or, à savoir le marché du centre. Merci.

M. le Maire : Merci, Monsieur Aoummis. Il y a d'autres interventions. Madame Benkahla, puis Monsieur Guillaud-Bataille.

Mme Benkahla : Comme à mon habitude, je vais souligner la qualité du travail de Walid dans le cadre de cette délégation. Je sais ô combien c'est une délégation extrêmement dure et ardue. J'ai pu le constater, y compris pendant l'ancienne mandature. En tout cas, Walid est présent dans tout. Il sait de quoi il parle. Il est présent dans tous les marchés. Il n'hésite pas, parfois, à faire preuve d'une forme d'autorité, nécessaire quand on a affaire aussi à des commerçants forains ayant une culture du verbe un peu haut. J'ai accompagné Walid plusieurs fois pour déambuler dans les différents marchés. C'est un marché qui prend forme, qui respecte de plus en plus les normes imposées soit par l'État, soit par la municipalité. Voilà donc une petite spéciale dédicace pour Walid.

M. le Maire : Bien. Merci. Au tour de Monsieur Guillaud-Bataille.

M. Guillaud-Bataille : Monsieur Aoummis a choisi le ton de la plaisanterie. Comme de nombreuses collectivités face aux quelques géants de la tenue des marchés, en réalité pas très nombreux sur la place de Paris et dont les pratiques ne divergent guère, il faut se dire les choses tranquillement entre les uns et les autres.

Pour autant, un point m'a un peu chagriné. Évidemment, on parle de ce sur quoi on peut agir. Je l'ai bien compris dans la note qui nous est présentée. Ce que je trouve dommageable, c'est que cette note ne mentionne pas un point du rapport. Ce point révèle que quasiment 50 % des recettes du marché du centre sont dues à des non-abonnés, à des marchands de produits manufacturés. Certainement qu'ils répondent à une demande s'ils viennent et s'ils payent.

Pour parler avec de nombreuses Choisyennes et Choisyens, un des débats qui revient sur le marché du centre ne porte pas tellement sur la qualité de la halle, les choses sont appréciées par de nombreux habitants de notre commune. En revanche, le nombre de plus en plus important d'ambulants, de produits manufacturés autour du marché fait débat.

J'entends bien et j'ai cru comprendre que dans l'ancienne mandature, déjà, on s'était un peu cassé le nez face à GÉRAUD sur ce sujet. Je comprends qu'il est difficile d'affronter cette question, donc ce n'est pas du tout une récrimination vis-à-vis de la majorité ou du travail de Monsieur Sayadi. Mon propos est de dire qu'il serait vertueux que, dans notre enceinte, une fois, il y ait une discussion sur cette, euh, prolifération est un peu trop péjoratif, sur cette augmentation, d'autant que c'est aussi ce qui peut se dire ailleurs. Des marchands des Navigateurs, par exemple, disent qu'ils ont vu apparaître de premiers ambulants extérieurs et que cela les a inquiétés. C'est une vraie question. Mais si cela fait partie d'une stratégie de redynamisation, cela ne me pose pas de problème. Là, nous parlons des marchés de frais, c'est très bien et je pense que c'est ce sur quoi nous avons à la fois le plus de maîtrise et le meilleur rendu, mais il va falloir parler de cette augmentation des ambulants et des produits manufacturés qui, parfois, décourage des Choisyennes et Choisyens de venir jusqu'au marché du centre.

M. le Maire : Ah, Monsieur Guillaud-Bataille, que de belles paroles. Comme j'aurais aimé vous avoir à mes côtés lorsque j'ai emmené mes prédécesseurs au tribunal administratif pour justement ne pas avoir fait ce que vous pointez.

Concernant la mission que nous ont donnée les Choisyennes et les Choisyens, sur le problème des volants et sur la gestion des frères GÉRAUD, il faut dissocier le quartier des Navigateurs pour lequel j'ai donné mission à Monsieur Sayadi et qui s'en acquittent vraiment bien. Ce marché, que je connais depuis gamin, allait fermer. Nous nous sommes engagés auprès des Choisyens à ce que ce marché ne ferme pas, or il allait fermer, il fallait faire quelque chose. Donc ce qu'on appelle communément les volants, c'est-à-dire des commerçants qui sont autour des marchés, il en faut toujours quelques-uns sur les marchés. Aux Navigateurs, les quelques volants qui sont là contribuent à redynamiser le marché. Les Choisyennes et les Choisyens retournent vers les Navigateurs et je m'en réjouis. Ce n'est que le début, j'espère que cela va perdurer, la bataille n'est pas gagnée.

Quant au marché du centre, le débat le concernant a largement eu lieu. À l'époque, j'avais préconisé de reprendre ces marchés en régie. C'est ce dont nous allons débattre parce que c'est la seule solution. La Cour des comptes a pointé, ses représentants étaient plus qu'étonnés, pour ne pas dire scandalisés, de voir une DSP de 18 ans concéder aux frères GÉRAUD sur les marchés de bouche. Comme vous l'avez dit tout à l'heure, je suis ravi du climat de ce Conseil municipal. Nous n'allons pas reprendre cette bataille où nous étions en

complet désaccord avec la précédente municipalité. J'avais même dit à l'époque qu'il y a eu un jeu de bonneteau. Cela, nous pourrions en discuter tous les deux en aparté, mais si vous voulez nous aider effectivement à aller dans le sens de ce que demandent les Choisyennes et les Choisyens, vous êtes le bienvenu. Il va falloir respecter ce que nous ont demandé les Choisyennes et les Choisyens, c'était une des missions majeures qu'ils nous ont confiées pendant la campagne.

Quant au rapport des frères GÉRAUD, comme l'a dit Monsieur Sayadi, il manque énormément d'éléments. D'ailleurs, nous avons voulu les soulager, eux qui perdent près de 100 000 euros par mois. Je leur ai dit « je ne veux pas avoir cela sur la conscience, je vous libère de votre contrat ». Bah non, ils continuent. Ils sont heureux de perdre 100 000 euros par mois. Tous les ans, on nous demande 500 000, 600 000 euros. Ils en sont à nous réclamer 3 millions d'euros pour je ne sais quoi. Ils voulaient même que la ville paye le désinfectant pour les mains pendant le Covid. Je ne peux donc que partager ce que vous venez de dire. Et nous pourrions parler de l'historique. Là, nous présentons un bilan, mais un bras de fer va s'engager avec les frères GÉRAUD, que je repousse dans le temps parce que nous pouvons être condamnés. C'est possible, ils ont une DSP. Si nous devons payer, je veux ménager la ville, parce que la ville aussi a des torts, involontaires, par exemple, un retard de travaux. C'est un dossier très difficile, mais d'ici la fin du mandat, nous pourrions en discuter tous ensemble, car cela ne pourra pas perdurer ainsi.

De toute façon, il y a des dangers sur la ville, comme les volants installés sur la piste cyclable, le blocage de la ville, les problèmes de stationnement. J'ajoute le marché du vendredi sur la dalle qui tremble, dont il va falloir un jour s'assurer qu'elle tienne le coup parce que les camions roulent sur la dalle. Il faut à la fois relancer le marché des Navigateurs, redimensionner celui du centre, encourager celui du dimanche. Nous avons pratiquement un marché par jour, ce qui fait quand même beaucoup.

Par ailleurs, je joins mes félicitations à celles de Madame Benkahla.

Vous savez, une polémique a été lancée abusivement par un poissonnier, mon poissonnier d'ailleurs, depuis de nombreuses années. Il est certainement le meilleur poissonnier du marché du centre, mais cela ne l'autorise pas à faire ce qu'il veut. Il y a un règlement et il nous dit « oui, mais j'ai toujours fait comme ça ». Bah non. Depuis, il y a un adjoint efficace et un règlement qui est le même pour tous. Ce poissonnier prétend avoir été exclu pour rien, c'est absolument faux. Je me suis déplacé pour lui dire qu'il y avait des plaintes d'autres commerçants. C'est réglé, il est revenu, il respecte le règlement, il n'y a pas de soucis. Comme le monsieur venu en mairie se plaindre d'avoir été exclu, après qu'on l'ait averti à de maintes reprises qu'il vendait du café et pas autre chose selon les termes de son contrat, dans des conditions d'hygiène laissant à désirer. Il en faut du courage, comme le dit Madame Benkahla. L'ancienne majorité le sait, qui a aussi essayé d'agir pour faire face aux menaces d'incendie de voitures dans la rue. Ces menaces provenaient d'un personnage qui est très actif sur Facebook actuellement. Je ne le nommerai pas, mais tout le monde sait de qui il s'agit. Se trouver face à ces gens-là n'est pas facile.

Nous allons donc travailler dans le sens que vous indiquez, Monsieur Guillaud-Bataille, puisque c'est ce que nous ont réclamé les Choisyennes et les Choisyens. Bon, c'était juste une présentation. Il y a quand même eu beaucoup d'améliorations sur le marché du centre. La fin des sacs plastiques, cela n'a pas été facile. L'élargissement des voies qui a entraîné le renvoi de certains volants parce que cela ne correspondait pas. Un important travail a été réalisé pour améliorer les choses, mais il reste beaucoup à faire.

Quant à la halle du marché, je suis surpris de son vieillissement accéléré. Le problème va sûrement se poser de refaire une halle. Le problème des marchés de bouche se pose aussi.

Dans toutes les villes où la société GÉRAUD est présente, soit on s'en est débarrassé, soit on cherche à s'en débarrasser.

Monsieur Sayadi, vous voulez peut-être ajouter quelque chose ?

M. Sayadi : Oui, pour répondre à Monsieur Guillaud-Bataille. Quand il dit qu'il y a de plus en plus de volants, il ne peut pas y en avoir plus puisque tous emplacements sont occupés par les commerçants. Au contraire, certains ont été exclus, pour des faits graves, cela ne sert à rien de dire lesquels ici. J'ai justement réduit du linéaire pour agrandir les allées, pour que les gens puissent mieux circuler. On ne peut pas le faire dans tout le marché, mais on a réussi là où c'était possible, même si c'était difficile à faire.

Concernant le marché des Navigateurs, par rapport aux stands à l'extérieur, comme vous l'avez dit, c'est déjà une stratégie pour montrer qu'il y a un marché, car il n'y a aucune signalétique permettant de savoir que c'est un marché. On croit qu'il y a un orthodontiste et une auto-école, donc les emplacements des stands sont les bienvenus pour signaler aux passants l'existence du marché. Chaque mercredi après-midi, les gens voient qu'il y a un marché et descendent à l'arrêt du train pour faire leurs courses. À la base, le marché était fermé officieusement le mercredi, car en l'absence de clients, les commerçants ne venaient pas du tout le mercredi après-midi. La halle était donc déserte. Nous avons donc changé l'horaire, pour ouvrir le marché le mercredi après-midi à une nouvelle clientèle. Ce petit marché de quartier prend bien, il anime le coin. Les habitants des Navigateurs, de Pelloutier et même d'Orly sont contents.

Pour moi, tant que les commerçants viennent au marché, ils font leur travail. Et comme Monsieur Aoummis y fait ses courses, cela va les faire rester. Madame, avez-vous une question ?

Mme Dos Reis : J'ai juste deux questions pragmatiques. Si j'ai bien compris, des documents ne vous ont pas été communiqués, ce qui vous a empêché de compléter le dossier. Je voudrais savoir si, dans le contrat qui lie la ville à la société GÉRAUD, quelque chose est prévu pour l'inciter à respecter son engagement de donner des documents, comme des pénalités ou d'autres choses de cet ordre, et si ces choses-là sont appliquées.

M. Sayadi : Oui, effectivement, GÉRAUD se doit de respecter le contrat, sans quoi des pénalités s'appliquent. Après, c'est un jeu de négociation. Comme disait Monsieur le Maire, GÉRAUD prétend qu'on lui doit de l'argent par rapport au Covid, etc. C'est une bataille un petit peu juridique, chacun se lance la balle, c'est ce que j'appelle de la négociation. Voulant éviter de payer des pénalités, ils se dédouanent de tout cela.

M. le Maire : Pour compléter, bien sûr que c'est prévu, mais lorsqu'on les conteste, ils ne payent pas. D'où le bras de fer annoncé, le procès, avec le risque que la ville le perde. Il faut donc faire en sorte de mener ce procès au moment où cela pourrait coûter le moins cher à la ville. Pour l'instant, nous améliorons les choses grâce au travail de Monsieur Sayadi. À un moment, nous devons dire stop. Le groupe GÉRAUD devait notamment reverser des bénéfices à la ville, ce qu'il n'a jamais fait, et pour cause, puisqu'il perd 100 000 euros par mois. Il doit être aujourd'hui à 10 ou 12 millions de pertes, mais a priori, cela doit l'enrichir de perdre puisqu'il continue.

Madame Alirol.

Mme Alirol : Je fréquente beaucoup les marchés de Choisy-le-Roi. J'aurais voulu savoir si l'on ne pourrait pas diversifier l'offre, parce qu'il y a énormément de fruits et légumes, au marché du centre en particulier. Nous voyons, aux pourcentages affichés dans votre notice, que les Choisyens seraient demandeurs d'autres choix que des légumes. Auparavant,

j'habite de longue date Choisy-le-Roi, nous avons des traiteurs italiens, des traiteurs portugais. Nous avons un tas de choses qui faisaient que ce marché drainait vraiment une population intéressante. Maintenant, lorsqu'on va au marché du centre, il n'y a pas beaucoup de choix. Il y a les volants d'un côté qui sont une catastrophe parce qu'ils vendent tous la même chose, mais dans la halle, il faudrait autre chose que les marchands de légumes.

M. Sayadi : Il faut savoir que dans tous les marchés, il y a à peu près 50 % de fruits et légumes. Le marché du centre, je le trouve très bien, il y a du choix. Nous avons deux maraîchers producteurs et un maraîcher lambda. Nous avons un vendeur d'œufs, un boucher traditionnel et plusieurs boucheries halal, il manque la boucherie chevaline qui est partie. Nous avons quatre poissonniers. Nous avons deux charcutiers, des produits italiens. J'ai autorisé le fromager à vendre des produits italiens. Je pense que nous avons le choix. Il y a un traiteur asiatique, des fromagers, des vendeurs de pommes de terre, des vendeurs d'olives. Que voulez-vous d'autre, par exemple ? Je suis en recherche de la chevaline, de produits italiens aussi. On cherche, parfois on trouve, parfois on ne trouve pas. Il y a des places qui ne sont pas libres, et d'autres qui le sont. Celui qui propose de bons produits est le bienvenu. À chaque commission des marchés, la majorité des demandes concernent les fruits et légumes. Pour détourner les fruits et légumes, certains disent qu'ils ne vont vendre que des produits exotiques, donc cela ne sert strictement à rien. Je suis tout à fait d'accord avec vous, si vous avez des traiteurs italiens, portugais ou espagnols, ils sont les bienvenus. Cela étant, il faut vouloir travailler.

M. le Maire : Merci, Monsieur Sayadi. Pour être encore plus précis, par exemple le traiteur italien qui était là depuis quarante ans, chère Béatrice, tu penses bien que je le regrette. Même les précédents maires allaient chez lui. Lorsqu'il est parti, il a proposé de laisser tout son équipement gratuit, et il ne demandait pas un sou de reprise. Malheureusement, personne n'a repris son commerce. Nous souhaitons tous de nouveaux traiteurs et autres, encore faut-il que les gens viennent.

En ce qui concerne nos marchés des Navigateurs, nous ne sommes pas libres. Ce sont les frères GÉRAUD qui fixent les prix, qui sont peut-être trop élevés. C'est le serpent qui se mord la queue. Les commerçants qui sont là-bas sont obligés d'amortir ce qu'on leur demande pour s'installer.

Nous, nous avons une stratégie si nous reprenons la régie des marchés. Pour relancer à fond le marché des Navigateurs, il faudra offrir des places gratuites aux marchands pour les inciter à revenir dans un premier temps. Nous vous le proposerons, je pense que ce sera nécessaire. Le souci, c'est que Monsieur Sayadi cherche partout. Il n'y avait plus de poissonnier, nous en avons fait revenir un qui est pas mal pour Navigateurs. Trouver un poissonnier, ce n'était pas gagné.

Quant au marché du centre, je partage votre avis. Je pense qu'il y a de bons commerçants. Il y a plusieurs poissonniers, dont celui, malheureusement, avec qui nous avons dû prendre des mesures, parce qu'il ne voulait rien entendre, où je suis client et qui est très bien. Il y a un fromager qui est très bien aussi. Effectivement, il y a des fruits et légumes, certains mieux que d'autres, mais c'est vrai que dans tous les marchés où je vais, il m'arrive d'aller dans des marchés d'autres villes, les fruits et légumes sont toujours en surnombre. Si cela peut inciter les gens à manger des fruits et légumes. Mais, oui, il faut que l'on s'active. Tout ce que nous souhaitons, c'est retrouver une plus grande diversité. Les marchands installés à l'intérieur de la halle sont de qualité, je trouve, mais nous continuons nos recherches. C'est pourquoi, par rapport à la halle elle-même qui commence à poser des problèmes, il faudrait agir. Les commerçants mériteraient un autre écrin que cette halle qui a vieilli prématurément. Nous allons redoubler d'efforts. J'ai encore parlé à un commerçant de produits italiens excellents

qui se trouve à la Varenne, parce que c'est un copain, il est là-bas. Je lui ai proposé de venir à Choisy, mais il fait déjà quatre marchés.

Hors micro, quelqu'un évoque le marché de Villeneuve-le-Roi.

M. le Maire : On ne va pas faire le débat du marché ce soir. Le marché de Villeneuve-le-Roi a perdu des commerçants lui aussi. Cette ville a cassé son marché et est en train d'en construire un neuf.

M. Sayadi : La moitié des commerçants de Villeneuve-le-Roi sont aussi à Choisy.

M. le Maire : Oui, une partie des marchands de Villeneuve-le-Roi vient à Choisy. Cela étant, le pouvoir d'achat de Villeneuve-le-Roi n'est pas le même que celui de Choisy. Les commerçants vont là où ils peuvent vendre le plus cher. Villeneuve-le-Roi, c'est plus cher que Choisy.

C'est un dont acte, nous n'allons pas voter, mais nous rediscuterons de tout cela.

Le Conseil municipal prend acte de la délibération n°19.

URBANISME

→ Acquisition de huit biens sis dans le diffus avenue Villeneuve-Saint-Georges par la SAF94 à la Ville de Choisy-le-Roi

M. le Maire : Nous arrivons à un point très important, l'urbanisme. Monsieur Id Elouali va nous présenter le point 20.

M. ID Elouali : Merci, Monsieur le Maire, merci beaucoup. La transition avec le marché, les fruits et légumes, va être un peu difficile. D'ailleurs, je fais observer à Monsieur Sayadi qu'il n'y a pas assez de produits d'un grand pays qui s'appelle Maroc. Enfin bref, je fais mes courses aussi.

Rires.

M. le Maire : Monsieur le Premier adjoint, nous avons plébiscité le traiteur italien.

Rires.

M. ID Elouali : Bon, allez, trêve de plaisanterie. La délibération que je vais vous présenter porte sur l'acquisition par la ville de huit biens situés sur l'avenue de Villeneuve-Saint-Georges et dans les rues attenantes.

Pour rappel, entre 2004 et 2017, notre commune et le SAF94, pour rappel, SAF pour Syndicat action foncière, une foncière départementale, donc la commune et le SAF94 ont mené des interventions afin d'acquérir, oui bien sûr, l'avenue de Villeneuve-Saint-Georges, l'avenue du Bel Air et la rue Théophile Ducloux. Vous avez les adresses dans la délibération.

Ce qu'il faudrait noter dans un premier temps, c'est que ces biens regroupés totalisent la somme de 1 966 877,44 euros. La décomposition est dans la délibération. Il faut retenir ce premier chiffre.

Le deuxième chiffre à retenir, c'est qu'au titre et de l'apurement des comptes de gestion, il existe un montant complémentaire de 88 215,95 euros. Ce montant correspond à la gestion

des biens, il est donc au bénéfice du SAF. Les deux chiffres que je viens de citer s'inscrivaient sur le budget prévisionnel de 2023.

En revanche, la nouveauté du budget 2024, c'est une pénalité d'un montant maximal de 431 015,98 euros, qui s'explique par le fait que la ville n'a pas réalisé les objectifs assignés dans la première convention. Vous me suivez, Madame Fontaine. C'est-à-dire que la ville doit cette somme au SAF, au motif qu'elle n'a pas pu réaliser les équipements, ce à quoi était destinée cette opération. Cependant, si la commune réalise un projet poursuivant les objectifs de convention signés avec le SAF94, à savoir la construction de logements sociaux, un projet de développement économique ou la réalisation de projets d'équipements publics ou d'espaces publics, la ville de Choisy-le-Roi pourra être exonérée des pénalités que j'ai signifiées tout à l'heure, en proportion des objectifs atteints. Voici donc une acquisition que je qualifierais de forcée, une acquisition contrainte, qui nous pend au nez.

Il est donc demandé au Conseil municipal de délibérer sur l'acquisition de ces biens par la ville. Je rappelle les éléments « factuels » de la délibération. Ce sont des biens qui sont dans ce qu'on appelle le « diffus ». Dans le diffus, par définition, émietté, il est très difficile de réaliser les opérations qui ont été signifiées au départ. Nous sommes pour ainsi dire bloqués par ce choix qui n'en est pas vraiment un. Laisser couler signifierait des pénalités qui continuent à augmenter. Faire l'acquisition équivaut à avoir des biens dont on ne sait pas quoi faire à ce stade puisque dès le départ, il n'y avait pas vraiment de stratégie foncière claire en direction de ces biens. Voilà pour cette délibération.

M. le Maire : Merci, Monsieur Id Elouali. Y a-t-il des réactions sur ce projet ? Madame Dos Reis.

Mme Dos Reis : J'ai bien compris que les biens étaient diffus et qu'il n'y avait pas de projet les concernant actuellement. J'ai bien compris aussi que le fait d'acheter était contraint, ce n'était pas un choix. Je vois que nous sommes au courant de cette contrainte depuis pas mal d'années, pourquoi avoir attendu le dernier moment au risque d'avoir plus de pénalités ?

M. le Maire : Alors, Madame Dos Reis, effectivement, vous venez d'arriver. Je vais vous expliquer ce qu'est un portage.

Mme Dos Reis : Oui, je veux bien, je ne sais pas.

M. le Maire : Ces terrains ont été acquis par le SAF94 en lieu et place de la commune. Le portage porte sur dix ans. Il n'y a pas d'obligation de rembourser avant, etc. En revanche, la commune qui fait porter des terrains, ce qui veut dire que le SAF, qui est un syndicat foncier, s'engage à faire des réalisations. Si elles ne sont pas faites au bout de dix ans, la ville doit racheter les terrains. C'est à ceux qui ont initié ce contrat qu'il faut poser cette question. Je ne peux pas y répondre. Monsieur Guillaud-Bataille, si vous voulez répondre à ma place, si vous avez une réponse, allez-y.

M. Guillaud-Bataille : Monsieur le Maire, je ne voulais pas rentrer dans ce débat-là, parce que cela va être un débat inutilement polémique, où l'on va se renvoyer des faits que nous pensons chacun justes et prédominants, pour arriver à la conclusion que nous n'avons pas la même vision des choses. Donc, ce n'est pas la peine. En revanche, que vous n'ayez pas la capacité de répondre à Mme Dos Reis sur ce que fait le SAF94 m'interroge particulièrement, puisqu'en tant que conseiller...

M. le Maire : Ce n'est pas la question qu'elle a posée. On sait ce que fait le SAF94, je viens de lui expliquer.

M. Guillaud-Bataille : Oui, mais c'est dommage, puisque vous êtes membre du bureau du SAF94, sauf erreur de ma part.

M. le Maire : Le SAF94 ne décide pas de ce qu'il faut faire et ne dit pas à quel moment il faut le faire, comme l'EPIF. C'est juste un outil financier pour les villes, permettant d'acquérir un immeuble ou des parcelles avec l'intention d'y réaliser un projet.

Pendant dix ans, il n'y a pas eu de projet réalisé. S'il y a eu un projet, dites-le-moi, cela m'a échappé. Je ne polémique pas, Monsieur Guillaud-Bataille, mais il y a quand même des faits. Vous ne pouvez quand même pas me demander de travestir la vérité pour ne pas vous être désagréable. La vérité, c'est que mes prédécesseurs n'ont rien fait sur ces terrains. On peut même se demander pourquoi il a été demandé à ces terrains d'être portés financièrement, lorsqu'on voit comment se composent ces terrains. Il est impossible d'y réaliser quoi que ce soit.

Nous vous avons donné le nom des parcelles. Allez sur place, voir où se trouvent les parcelles. Quand vous avez 400 m² au milieu de multiples propriétés, expliquez-moi. Ou alors on peut peut-être faire un hôtel pour chats, un hôtel pour nos amis chiens. Que voulez-vous que l'on en fasse ? En revanche, la loi nous oblige à les racheter.

Je ne voulais pas polémiquer moi non plus, je ne m'attendais pas à cette question, j'allais procéder aux votes. On me pose une question, je suis désolé, je réponds en transparence ce qu'il faut répondre. Je ne vous attaque pas, vous n'étiez pas là. Vous allez me dire « oui, mais c'étaient mes amis ». Malheureusement, pendant dix ans, rien n'a été fait, c'est factuel.

Maintenant la loi nous oblige à racheter ces terrains, 2 millions d'euros nous tombent dessus, plus 300 000, etc. Nous allons essayer de faire le maximum pour voir ce qui peut répondre à l'objet. Ils auraient dû construire des logements sociaux, mais sur 400 m², c'est impossible.

La question de Madame Dos Reis était de savoir pourquoi vous avez attendu le dernier moment. Moi, je n'ai rien attendu du tout, nous héritons de cette situation. Si vous voulez travailler avec nous pour faire des logements sociaux sur ces terrains, je les ferai. Vous viendrez m'expliquer comment on fait. Si vous avez une solution technique pour qu'on puisse bâtir des logements...

Intervention hors micro de Monsieur Guillaud-Bataille : Arrêtez.

Non, attendez Monsieur Guillaud-Bataille, je vous demande quand même, tout s'est bien passé jusqu'à maintenant, il n'y a pas de « arrêtez ».

Intervention hors micro inaudible de Monsieur Guillaud-Bataille.

Je vous pose une question, je vous pose une question.

M. Guillaud-Bataille : C'est une contre-vérité. Arrêtez.

Un intervenant hors micro : Vas-y, dis.

M. le Maire : Où est la contre-vérité, Monsieur ? Dites où est la contre-vérité. Rien n'a été fait pendant dix ans. Nous sommes obligés de faire un équipement public. Dites-moi. Si vous me sortez la possibilité technique de bâtir un équipement public ou des logements sociaux sur ces terrains, je les ferai. Mais voyez-vous, on a déjà examiné la situation, c'est impossible. C'est pour cela que rien n'a été fait pendant dix ans. Maintenant, j'associe l'ensemble du Conseil municipal et ne me dites pas d'arrêter. Si vous m'apportez une solution pour faire

des logements sociaux. Interrogez mes prédécesseurs. S'ils viennent m'expliquer comment ils pensaient faire des logements sociaux, je les ferai. Si je vous dis que techniquement, c'est impossible, c'est que c'est impossible.

Nous allons peut-être passer au vote. Il n'y a pas de polémique, c'est factuel.

M. Guillaud-Bataille : Non.

M. le Maire : Qu'est-ce qui n'est pas factuel, Monsieur Guillaud-Bataille ?

M. Guillaud-Bataille : Au point où l'on en est, je pense que la question...

M. le Maire : La question ? Alors, mettons cela sur la place publique, je suis d'accord, et puis nous inviterons mes prédécesseurs qui expliqueront comment ils voulaient procéder pour faire des logements sociaux sur ces terrains.

Vous avez 300 m² au milieu de trois pavillons. Vous avez 600 m² qui sont à l'autre bout, dans une autre rue, parce que des parcelles ne sont pas dans la même rue. Donc moi, je vous dis réellement, je le ferai. Dites-moi comment on fait et je le ferai parce que cela évitera à la ville de payer près de 500 000 euros de pénalité. Si vous avez une solution, je la prends, ce n'est pas de la provocation, un truc m'a peut-être échappé. Nous en reparlerons, nous mettrons cela sur la place publique et nous verrons bien.

Mme Fourniaud : Excusez-moi, j'ai une question. Vous dites qu'il est impossible de construire un logement social sur 300 m². Alors, je n'y connais rien, je ne dis pas que ce soit vrai, que ce soit faux, mais n'y a-t-il pas de possibilité de faire des logements sociaux qui ne soient pas de gros bâtiments ? J'imagine un petit bâtiment... Je n'y connais rien, ce n'est vraiment pas une attaque, c'est une question concrète. Sur 300 m², n'est-il pas possible, est-ce qu'il n'est pas possible de faire quelque chose comme plusieurs appartements dans un pavillon ? C'est une question, simplement.

M. le Maire : Madame, on construit sur des terrains. Ces terrains ont été achetés très au-dessus de leur valeur, le SAF lui-même le dit. Il faut les revendre à ceux qui veulent faire du logement. Donc, à moins de vendre les logements une fois qu'ils ont été construits à 5 000, 6 000, 7 000 euros le m², financièrement, aucun promoteur, même un petit maçon, ne s'y retrouve. C'est une première chose.

La deuxième chose, c'est qu'il faut des voiries. Il faut que les terrains puissent déboucher sur la rue. Or, des terrains ne débouchent nulle part ou débouchent chez les voisins. Cela m'étonnerait que les voisins autorisent une construction d'immeuble avec plein de gens qui vont passer par leurs jardins pour aller sur l'avenue d'Alfortville.

Nous pouvons mettre tous les plans à votre disposition. Nous, nous allons tout faire pour construire quelque chose et éviter de payer 500 000 euros. Toutes les idées sont bonnes à prendre. Moi, que ce soit du social, que ce soit un relais public, enfin, on va voir. Mais en l'état actuel des choses... Si je voulais polémiquer, je pourrais dire ce soir la vraie raison que m'a confiée le SAF, preuves à l'appui. Eh oui, vous seriez bien ennuyé si cela venait sur la place publique, je le ferais avec preuves à l'appui, comme le scandale des panneaux GNCA, avec preuves à l'appui. OK ? Et je ne provoque pas, là. Je vous demande de respecter ce qui est factuel et de ne pas digresser. J'ai des dossiers avec preuves à l'appui. Tout ce qui est public me permettra de les sortir.

Maintenant, nous pouvons peut-être passer au vote. Y a-t-il des votes contre ?

Un intervenant hors micro : Contre l'acquisition.

M. le Maire : Mais comment vous pouvez être contre ? Enfin, cela vous regarde, soyez contre, mais vous êtes contre la loi. Bon, très bien. Donc, il y a un vote contre. Y a-t-il des abstentions ? C'est voté à la majorité.

Vote de la délibération n°20

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, POUDY Franklin, CHIRrane El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, Mme FOURNIER Laura, BENKAHLA Malika, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 1 Mme DOS REIS Sabrina

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°20 est adoptée à la majorité

→ Quartier Sud : Autorisation de désignation de la maîtrise d'œuvre du nouvel équipement de quartier et son parvis planté – ZAC des Navigateurs – la procédure de concours restreint sur esquisse

M. le Maire : Nous sommes au point 21, quartier Sud : autorisation de désignation de la maîtrise d'œuvre du nouvel équipement de quartier et son parvis planté – ZAC des Navigateurs – la procédure de concours restreint sur esquisse.

Comme vous le savez, cette opération NPRU sur la ZAC des navigateurs comprenait un centre socioculturel. Ce centre avait été budgétisé dans l'enveloppe de cette rénovation urbaine pour 12 millions d'euros. Nous avons fait des études en poursuivant ce qui avait été lancé, et ce n'est pas une polémique, il faut bien que je vous explique, ce n'est pas nous qui avons mis en route le cahier des charges pour créer ce centre socioculturel. Comme vous le dites souvent, « ah, vous continuez ce que nous avons fait ». En l'occurrence, pas tout à fait, nous avons été obligés de suivre. Un cahier des charges avait été élaboré par vos soins. Les agents nous avaient fait part de leur inquiétude. Néanmoins, nous nous sommes dit que nous allions mener le projet à son terme.

Lorsque nous avons réalisé les études, voté, etc., lorsqu'on nous a donné le prix, au lieu de 12 millions d'euros, on nous sort une note de 24 millions d'euros, avant que les travaux ne commencent. Nous savons tous ici que quand des travaux commencent avec les collectivités locales, qui n'y sont pour rien, il faut toujours ajouter au minimum 10%. Nous nous sommes dit que cela se chiffrerait à 25 ou 26 millions finalement. Cela mettait en danger l'équilibre financier. Les partenaires, Valophis et autres, s'en sont émus, parce que nous ne sommes pas tout seul sur cette affaire. Nous étions donc allés au bout du projet, du choix, des architectes, etc., mais nous avons dû le rendre caduc et non... C'est quoi le terme juridique exact, Monsieur le DG ? Ah oui, oui. Dans le concours de maîtrise d'œuvre, nous n'avons pas donné suite, au regard du prix excessif, plus du double de l'enveloppe.

Nous relançons ce projet parce qu'il faut absolument construire ce centre socioculturel qui fait partie intégrante de la rénovation urbaine des Navigateurs. Nous devons relancer cette opération, à nouveau choisir une maîtrise d'œuvre, des architectes, etc. Nous avons mis comme condition expresse que les 12 millions d'euros doivent être tenus. Dans le cas contraire, il ne sera pas possible de réaliser ce projet sans mettre en danger l'équilibre financier de la rénovation des Navigateurs. Dans ce quartier, nous avons pris deux ans de retard à cause du Covid, nous avons toujours à reconstruire 60 logements sociaux, que nous avons proposé de bâtir sur le Lugo où la situation est bloquée parce qu'il faut modifier le PLU, etc. Nous avons proposé de les construire sur le boulevard Stalingrad, mais il faut là aussi modifier le PLU.

Bref, nous cherchons partout dans la ville où construire ces 60 logements sociaux. Il faut donc nous libérer de ces contraintes, mener à terme cette rénovation urbaine dans le quartier Sud des Navigateurs. Nous avons décidé de poursuivre ce programme, quand d'autres villes ayant les mêmes programmes NPRU y ont renoncé de peur de perdre leur équilibre financier. Nous, nous avons signé. Il faut y aller, mais il nous faut tenir l'enveloppe financière.

Nous avons d'ailleurs ébauché un très beau centre socioculturel où la dimension sociale sera beaucoup plus présente, sans oublier la dimension culturelle. Si le budget du précédent projet a dérapé, c'est notamment du fait de la prévision d'une salle de spectacles trop importante. Cela nous avait un peu inquiétés puisque le cinéma de Théâtre Paul-Éluard a un déficit de 850 000 euros. Nous craignons d'ajouter du déficit. Les agents, notamment ceux du centre social Langevin, s'inquiétaient, à juste titre je pense, de la difficulté à faire tourner cette machine et sur le fonctionnement qui allait en découler.

Pour toutes ces raisons, il nous a semblé plus sage de revenir aux sommes qui figuraient dans le cahier des charges, sans renoncer à la qualité. Bien sûr, ce sera un bel équipement, surtout dédié à l'accueil du public. Le centre social sera avantageusement transféré dans ce nouveau centre socioculturel. Une grande salle pourra servir de salle des fêtes, de salle d'exposition, de salle de réunion pour les habitants. Des accueils sociaux, avec les services de la ville, avec les services du centre socioculturel, avec de la place, sont prévus pour répondre aux problèmes.

Ce qui vous est proposé ce soir est donc d'autoriser cette consultation, la relance du projet et la programmation du centre socioculturel.

Y a-t-il des interventions sur ce point ? Je n'en vois pas. Nous pouvons passer au vote. Y a-t-il des votes contre ? Madame Benkahla.

Mme Benkahla : Je trouve dommage qu'il n'y ait pas d'intervention sur cet équipement qui est assez intéressant. Le projet initial avait une dimension socioculturelle extrêmement forte. Avec le projet actuel, il s'agit de recentrer les missions, notamment au regard des besoins de la population, dans les quartiers avoisinants cette structure, mais pas seulement. L'offre sociale est extrêmement forte. L'agencement de l'équipement sera plus beaucoup plus adapté pour accueillir toutes les actions en cours :

- Renforcement du soutien à la parentalité ;
- Lutte contre les discriminations femme-homme. Sabrina Fontaine a pu prendre la parole à l'occasion de la présentation de ce projet ;
- Ateliers pour réduire la fracture numérique. On sait à quel point le phénomène touche de nombreuses personnes. C'est aussi une façon d'agir contre le non-retour.

Le projet est revisité, mais il est aussi recentré sur des missions sociales très fortes.

M. le Maire : Voilà, c'est le but. S'il n'y a pas d'autres interventions, nous pouvons mettre au vote. Y a-t-il des votes contre ? Non. Y a-t-il des abstentions ? Non. C'est voté à l'unanimité. Merci. Nous allons tout faire pour que ce centre soit le plus magnifique et opérationnel possible.

Vote de la délibération n°21

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, POUDY Franklin, CHIRrane El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BENKAHLA Malika, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°21 est adoptée à l'unanimité

DÉVELOPPEMENT LOCAL ET CITOYENNETÉ – DLC

→ Avenant n°3 à la convention locale cadre d'utilisation de l'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties TFPB dans les quartiers prioritaires de la Politique de la ville couverts par le contrat de ville Seine-Amont

M. le Maire : Nous en sommes au point n°22. C'est au tour de Madame Fontaine qui va nous parler de l'avenant 3 à la convention locale cadre d'utilisation de l'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties TFPB dans les quartiers prioritaires de la Politique de la Ville couverts par le contrat de ville Seine-Amont.

Mme Fontaine : Merci, Monsieur le Maire, bonsoir à toutes et à tous. Il s'agit de l'avenant n°3 parce que la convention de TFPB a été ouverte en 2015. À compter de 2016, cela concernait les logements dont le propriétaire est signataire d'un contrat de ville et qui s'engage, en contrepartie de cet abattement de 30 %, à mettre en œuvre des actions visant au renforcement de la qualité des services rendus au locataire.

Ce dispositif s'applique dans les quartiers prioritaires. Il concerne donc pour le moment le quartier Sud de Choisy-le-Roi, les Navigateurs. Il faut que la convention soit rattachée à un contrat de ville. Nous sommes en train de retravailler le contrat de ville.

Nous vous demandons de signer cet avenant pour que nous puissions engager sereinement la nouvelle génération 2024-2030 des contrats de ville devant être mis en œuvre durant le premier trimestre 2024. Cet avenant 3 à la convention est nécessaire. Il sera en vigueur dès le 1er janvier 2024 et restera pour toute l'année. Pourquoi ? Parce que si nous ne

prolongeons pas cet avenant, les actions menées aujourd'hui au niveau du quartier des Navigateurs, donc du bailleur Valophis, ne pourront pas avoir lieu. Nous vous demandons de le signer pour pouvoir poursuivre nos actions jusqu'à fin 2024.

M ; le Maire : Merci, Madame Fontaine. Y a-t-il des réactions, des questions sur ce point ? Non. Je passe au vote. Y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? Non. C'est voté à l'unanimité. Merci.

Vote de la délibération n°22

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, Mme FOURNIER Laura, BENKAHLA Malika, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°22 est adoptée à l'unanimité

PRÉVENTION SANTÉ SÉCURITÉ AU TRAVAIL – PPST

→ **Convention-cadre relative à l'animation de dispositifs psychosociaux par le service Psychologie au travail du Centre interdépartemental de gestion (CIG) de la petite couronne**

M. le Maire : Nous passons au point n° 23, avec Monsieur Coelho, prévention de la santé et de la sécurité au travail, PSST / Convention-cadre relative à l'animation de dispositifs psychosociaux par le service Psychologie au travail du Centre interdépartemental de gestion (CIG) de la petite couronne.

M. Coelho : Merci, Monsieur le Maire. C'est à nouveau une convention d'adhésion avec le CIG, un renouvellement. Il s'agit de la convention d'adhésion de la commune au service Psychologie au travail du CIG de la petite couronne, relative à la mise en œuvre d'interventions et/ou animation du dispositif psychosocial. Cette convention étant arrivée à échéance le 1er octobre 2023, il convient d'en établir une nouvelle afin d'assurer la continuité de la mission.

Cette nouvelle convention, établie pour une durée de 5 ans, concerne les agents titulaires et non titulaires. La convention est sans conséquences financières en termes de cotisations, mais uniquement en cas d'intervention pour lesquelles un tarif forfaitaire serait appliqué le cas échéant. Chers collègues, nous devons appliquer le recours à la convention relative à la mise en œuvre d'interventions et/ou animations des expositions aux risques psychosociaux pour le service Psychologie au travail du CIG.

M. le Maire : Merci, Monsieur Coelho. Y a-t-il des questions, des réactions ? Non ? Madame Desprès.

Mme Desprès : Comme tout à l'heure, je me retire du vote.

M. le Maire : Bien sûr, d'accord. Y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? C'est voté à l'unanimité.

Vote de la délibération n°23

Ont voté pour : 38

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, POUDY Franklin, M. CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BENKAHLA Malika, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 1 DESPRES Catherine.

La délibération n°23 est adoptée à l'unanimité

SPORTS

→ Tarification des activités sportives au 1^{er} janvier 2024

M. le Maire : Le point n° 24 a été vu au début de la réunion. Au point 24, nous arrivons au sport, avec la tarification des activités sportives au 1er janvier 2024. Monsieur Marques, c'est à vous.

M. Marques : Merci, Monsieur le Maire, bonsoir à toutes et tous. Il s'agit d'approuver les tarifs des locations, des installations sportives, stades, gymnases et salles de réunion municipales pour l'année 2024. Une augmentation de 2 % a été pratiquée, comme tous les ans depuis 3 ans. Il faut noter que, comme toujours, les associations sportives de la commune adhérente à l'OMS bénéficient de la gratuité de la mise à disposition des installations, selon une convention d'utilisation signée chaque année.

M. le Maire : Merci, Monsieur Marques. Des questions ? Je n'en vois pas. Des votes contre ? Vous avez voté à l'unanimité, merci.

Vote de la délibération n°24

Ont voté pour : 39

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha,

SASU Hancès, GARROUT Karim, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, POUDY Franklin, M. CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, Mme FOURNIER Laura, BENKAHLA Malika, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BIALAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°24 est adoptée à l'unanimité

→ Répartition du solde des subventions aux associations sportives pour l'année 2023

M. le Maire : Nous restons dans le sport au point n° 25, avec la répartition du solde des subventions aux associations sportives pour l'année 2023.

M. Marques : Sur ce volet, nous avons présenté et voté l'essentiel de la ventilation des subventions lors du dernier Conseil municipal. Deux associations sportives n'avaient pas fourni leur dernier bilan financier en temps et en heure. Nous avons donc reporté le vote au Conseil municipal du 13 décembre.

Entre-temps, nous avons reçu ces bilans financiers, celui de l'ASCR, club de football, et celui du club de basket. Le club de football avait également l'obligation d'organiser une assemblée générale. Celle-ci a été convoquée le 27 novembre. Comme il n'y avait pas le quorum, elle a été reconvoquée et a pu se dérouler le 11 décembre.

Les conditions étant réunies pour que nous puissions voter les subventions, je vous demande d'approuver un versement de 65 000 euros pour le club de football, qui est identique aux années 2021-2022, et de 6 000 euros pour le club de basket.

M. le Maire. Merci. Monsieur Hassan Aoummis.

M. Aoummis : J'ai une question relative à l'assemblée générale. Il n'y a évidemment aucun souci pour voter les 6 000 euros pour le basket et les 65 000 euros pour l'ASCR. L'assemblée générale du 11 décembre s'est déroulée dans des conditions un peu houleuses, avec des récriminations, des accusations. Vous y étiez, Monsieur Marques. Les récriminations portaient particulièrement sur l'équipementier du club. Autant que je sache, la subvention que nous allons voter, à l'unanimité j'espère, va en grande partie en direction des équipements. Pouvez-vous nous éclairer sur ce point ? Merci.

M. le Maire : Monsieur Aoummis, je vais laisser Monsieur Marques préciser. Je tiens quand même à faire part de choses importantes et historiques. Vous le savez, j'ai appartenu à ce club pendant dix ans. Ces problèmes perdurent depuis dix ans, voire quinze. Il est temps de mettre fin à certaines pratiques que l'on constate dans d'autres clubs de football. Le club, les terrains sont à la ville. Nous sommes au service des Choisyennes et des Choisyens. Nous avons une politique de sport pour tous, pas de projet de faire éclore des pro. Lorsque j'étais au club, je rappelais déjà aux entraîneurs que la mention « éducateur sportif » est inscrite sur leur licence. Le mot éducateur a tout un sens.

Je suis au fait de ce qui s'est passé lors de cette assemblée. Je vais m'en occuper personnellement, dans les règles légitimes de la loi encadrant les associations 1901. Je pense que là, la ligne jaune a été dépassée par des personnes qui se sont crues autorisées, du fait de leurs initiatives personnelles bafouant tout règlement, de procéder à des élections. On va où, là ? Je suis attentif à cette situation.

La seule chose qui nous préoccupe, ce sont les enfants, ou les adolescents ou même les adultes, qui s'inscrivent à ce club. On leur doit un service, on est censé ne leur parler que de sport, avec les valeurs du sport. Bien sûr, si quelqu'un se distingue et peut percer, nous l'aiderons, mais dans le respect de tous les sportifs du club.

M. Aoummis : Le point ne portait pas sur ce que vous dites.

M. le Maire : Vous avez parlé de la réunion houleuse.

M. Aoummis : On ne peut qu'être d'accord avec vous. Nous allons voter une subvention qui va servir en grande partie à équiper les jeunes. Or, lors de cette réunion, des accusations très graves ont été portées contre l'équipementier. L'argent que nous allons voter va-t-il aller alimenter une polémique qui a germé pendant cette réunion ? Ma question est là.

M. le Maire : D'accord, mais ce problème découle d'un problème plus général, vous savez à quoi je fais allusion, de pratiques auxquelles nous devons mettre un terme. Je laisse répondre Monsieur Marques.

M. Marques : La subvention que la ville verse à l'ASCR comme à toutes les associations sportives de la commune, comme pour toutes les associations sur le territoire national, je ne sais pas exactement comment cela se passe dans les autres pays, cette subvention sert à contribuer au budget général de l'association. Elle peut servir à payer des salaires, des charges, des amendes auprès de la Ligue, parfois de la fédération de district. Elle peut servir à payer des déplacements, des stages, à préparer des tournois.

Nous pourrions faire une présentation détaillée, mais cette subvention ne sert pas spécifiquement à une chose ou une autre, et en tout cas, pas spécifiquement à payer les factures d'un équipementier, quel qu'il soit. Il est vrai qu'à l'ASCR, le fait de ne plus être équipé par l'équipementier Nike a chagriné un certain nombre de personnes, membres du club ou non membres qui sont proches de gens ayant été membres du club. Une particularité de Nike est de facturer très cher à des clubs amateurs des équipements de mauvaise qualité. Tout le monde le reconnaît.

Il y a trois ou quatre ans, l'ASCR a décidé de changer d'équipementier. La réunion du 11 décembre a mis en évidence le fait que quelques produits défectueux ont été livrés au club dans les semaines précédentes. Ces produits ont été distribués à certains adhérents, à certains jeunes en particulier. Les dirigeants du club étaient en difficulté. Quand la question a été évoquée, ils ont oublié de dire que si les équipements étaient livrés avec plusieurs mois de retard, c'est parce que l'été dernier, le club devait près de 30 000 euros à l'équipementier, sur l'exercice 2022-2023. S'il y a eu encore du retard, c'est parce qu'ils ont demandé à l'équipementier de livrer sans versement d'acompte et sans assurance que les factures seraient acquittées.

Entre l'assemblée générale et la présente séance du Conseil municipal, le président du club a parlé au patron de l'équipementier. Ce dernier lui a assuré que les quelques dizaines de pièces défectueuses livrées au club ne seraient pas facturées, qu'elles seraient gratuites et qu'une nouvelle livraison aurait lieu très prochainement.

Par ailleurs, nous pourrions peut-être mettre en valeur un certain nombre de pratiques vertueuses, mises en œuvre par le club ces dernières années. En 2020, par exemple, j'avais constaté que le club recevait plus de 100 000 euros de subvention municipale. Le club comptait 750 adhérents et zéro salarié, zéro contrat de travail. Comment peut-on aujourd'hui organiser sans salariés une activité du lundi au dimanche, pour près de 800 personnes ? On n'a pas pu me l'expliquer. Comme je l'ai dit récemment en réunion, que ce soit en BM ou en Conseil municipal, depuis deux ans, le club a mis en place des pratiques vertueuses et renouvelées. Cela concerne entre autres la formation professionnelle et les contrats de travail, sujet auquel tout le monde, je pense, est très sensible.

Je suis évidemment disponible pour répondre à d'autres questions.

M. le Maire : Il y a effectivement un problème, d'où l'importance de verser la subvention. La dette due à l'équipementier sera payée. Cela fait maintenant trois ans que l'on me fait part de problèmes, de problèmes, de problèmes. Pour avoir fait partie de ce club, je les ai bien identifiés. Nous allons nous donner les moyens pour que le club devienne plus que vertueux et pour que la seule priorité du club soit les enfants de Choisy, pas ceux des pseudo-entraîneurs, pas ceux de personnes qui voudraient s'attribuer je ne sais quel titre. Les enfants de la ville sont notre priorité.

Nous pouvons passer au vote. Y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci pour les clubs.

Vote de la délibération n°25

Ont voté pour : 39

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BENKAHLA Malika, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°25 est adoptée à l'unanimité

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

M. le Maire : Comme le temps passe, je vous précise que les points 26 à 38 sont des points qui vous sont présentés avec des changements dans les commissions.

S'il n'y a pas de remarques sur la composition de ces commissions, je vous propose de passer au vote, c'est essentiellement technique, en les votant une par une, mais assez

rapidement de façon à pouvoir tous nous libérer, aller voir les résultats du Paris-Saint-Germain. Il a gagné ? Bon.

Rires.

Bien sûr, je vous donnerai la parole si vous avez des remarques à faire. Oui, Monsieur Guillaud-Bataille.

M. Guillaud-Bataille : J'étais allé voir le directeur général et votre collaborateur de cabinet en début de séance. Vous m'aviez dit d'ailleurs que je vous gênais et vous aviez raison. Nous avons donc demandé le changement de suppléance de Madame Desprès sur la commission d'appel d'offres. Nous voulions la même chose, pour les mêmes raisons sur la commission de concession. C'est pour le bon fonctionnement de la ville et pour qu'il y ait toujours un membre de l'opposition dans ces commissions. Je l'ai signifié, ce sera moi de la même manière que sur la commission d'appel d'offres. Cela permet d'être dans un fonctionnement de bonne manière pour notre municipalité. Avec une représentation de l'opposition, tout va bien dans ces commissions. Nous n'avons pas d'autres remarques.

Nous ne participerons pas au vote sur les désignations comportant délégation à votre majorité, comme nous le faisons à chaque fois.

Évidemment, nous voterons pour la commission d'appel d'offres des marchés de travaux et de concessions. Nous ne participerons pas au vote non plus pour les modifications des désignations des représentants de la commune au sein de votre majorité. Il y a une logique, je pense, que vous pouvez voir.

M. le Maire : Bien sûr, j'ai compris.

M. Guillaud-Bataille : Je crois que cela permet de faire le vote comme vous le souhaitez.

M. le Maire : Voilà. Nous allons les faire un par un, mais rapidement. Concernant ce que vous avez évoqué précédemment, tout est au clair avec l'administration ?

Oui, oui.

M. le Maire : Bon. Alors, nous allons procéder au vote.

→ Modification de la désignation de représentant de la ville dans les conseils d'écoles maternelles et élémentaires, des conseils d'administration et des permanentes des collèges et lycées et écoles privées

M. le Maire : Nous commençons par le point n°26, modification de la désignation de représentants de la ville dans les conseils d'école. Pour ce point, vous prenez part ou pas ? Non ? Bon. Y a-t-il des votes ? Ah, une remarque, Julien.

M. Bourven : Une remarque, parce que cela a été acté pendant la présente séance. Il y a une inversion entre Frédéric et moi. Pour le collège Émile Zola, c'est moi, et pour le collège Jules Vallès, c'est Frédéric.

M. le Maire : Est-ce que ce point est acté ? Cela a été acté. Vous n'y voyez pas d'inconvénient ? Vous ne prenez pas part au vote, c'est vrai.

Pour le point 26, y a-t-il des votes contre ? Je n'en vois pas. Des abstentions ? Je n'en vois pas. Combien y a-t-il de « ne prend pas part au vote » ? Il y a 7 ne prennent pas part au vote.

Vote de la délibération n°26

Ont voté pour : 32

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, POUDY Franklin, M. CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BENKAHLA Malika.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 7 (DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE-MENGUE TERENCE, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien)

La délibération n°26 est adoptée à l'unanimité

→ Modification d'un représentant pour les assemblées générales des copropriétés appartenant à la commune

M. le Maire : Le point n° 27, modification de représentant pour les assemblées générales des copropriétés appartenant à la commune. Y a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non. Des ne prend pas part au vote ? 7.

Vote de la délibération n°27

Ont voté pour : 32

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, COHEN Rachel, Mme DIMNET Jocelyne, LORES Monique, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BENKAHLA Malika.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 7 (DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE-MENGUE TERENCE, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien)

La délibération n°27 est adoptée à l'unanimité

→ **Modification de la composition de la commission d'appel d'offres**

M. le Maire : Le point 28, modification de la composition de la commission d'appel d'offres. Là, tout le monde vote. Y a-t-il des votes contre ? Je n'en vois pas. Des abstentions ? C'est voté à l'unanimité.

Vote de la délibération n°28

Ont voté pour : 39

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, POUDY Franklin, CHIRRAANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BENKAHLA Malika, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°28 est adoptée à l'unanimité

→ **Modification de la composition de la commission des marchés de travaux**

M. le Maire : Point 29, modification de la composition de la commission des marchés de travaux. Y a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non. C'est voté à l'unanimité.

Vote de la délibération n°29

Ont voté pour : 39

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, POUDY Franklin, CHIRRAANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BENKAHLA Malika, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°29 est adoptée à l'unanimité

→ Modification de la composition de la commission de concession

M. le Maire : Point 30, modification de la composition de la commission de concession. C'est là que nous faisons la modification que vous avez désignée. Y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? C'est voté à l'unanimité.

Vote de la délibération n°30

Ont voté pour : 39

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, POUDY Franklin, M. CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, Mme LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BENKAHLA Malika, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°30 est adoptée à l'unanimité

→ Modification de la désignation de représentant de la commune dans les instances du Groupe d'intérêt public (GIP) de la cité des métiers du Val-de-Marne.

M. le Maire : Ensuite, le point 31, modification de la désignation de représentant de la commune dans les instances du groupe d'intérêt public de la cité des métiers du Val-de-Marne. Là, vous ne participez pas. Y a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non. 7 ne participent pas au vote.

Vote de la délibération n°31

Ont voté pour : 32

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, POUDY Franklin, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BENKAHLA Malika ,

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 7 (DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE-MENGUE Térence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien)

La délibération n 31 est adoptée à l'unanimité

→ Modification de la désignation de représentant au comité du syndicat mixte d'aménagement et de gestion du parc des sports et de loisirs du Grand Godet

M. le Maire : Le point 32, modification de la désignation de représentant au comité du syndicat mixte du Grand Godet. Là je crois que vous ne participez pas. Y a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non. 7 ne prennent pas part au vote.

Vote de la délibération n 32

Ont voté pour : 32

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, POUDY Franklin, CHIRrane EI Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BENKAHLA Malika.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 7 (DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE-MENGUE Térence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien)

La délibération n 32 est adoptée à l'unanimité

→ Modification de la désignation de délégué au Syndicat intercommunal funéraire de la Région parisienne (SIFUREP)

M. le Maire : Ensuite, le point 33, le SIFUREP. C'est pareil, vous ne prenez pas part au vote.

Vote de la délibération n 33

Ont voté pour : 32

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, POUDY Franklin, CHIRrane EI Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BENKAHLA Malika.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 7 (DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE-MENGUE Térence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien)

La délibération n 33 est adoptée à l'unanimité

→ Modification de la désignation de délégué au Syndicat intercommunal de la périphérie de Paris pour les énergies et les réseaux de communication (SIPPEREC)

M. le Maire : Point numéro 34, le SIPPEREC, même résultat.

Vote de la délibération n 34

Ont voté pour : 32

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, , COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, POUDY Franklin, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BENKAHLA Malika.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 7 (DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE-MENGUE Térence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien)

La délibération n 34 est adoptée à l'unanimité

→ Modification de la désignation de représentant de la ville à la Commission consultative des services publics locaux (CCSPL)

M. le Maire : Pour le point numéro 35, modification de la désignation de représentant la ville à la Commission consultative des services publics locaux (CCSPL). Vous participez au vote. Y a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non. C'est voté à l'unanimité.

Vote de la délibération n 35

Ont voté pour : 39

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, POUDY Franklin, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, DOS REIS Sabrina, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, Mme LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, Mme FOURNIER Laura, BENKAHLA Malika, DESPRES Catherine,

AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°35 est adoptée à l'unanimité

→ Modification de la désignation de représentant la ville à la Mission locale Orly-Choisy-le-Roi-Villeneuve-le-Roi-Ablon-sur-Seine (MLOCVA)

M. le Maire : Le point 36, modification de la désignation de représentant la ville à la Mission locale Orly-Choisy-le-Roi-Villeneuve-le-Roi-Ablon-sur-Seine (MLOCVA).

M. Guillaud-Bataille : Je suis désolé, mais ce point ne porte pas la modification. Il s'agit juste de dire que les missions locales sont aujourd'hui dans une très grande difficulté. Une modification des modes de financement de l'État et de la Région dans leur direction qui les met vraiment en très grande difficulté pour assurer leur mission, particulièrement dans les quartiers les plus sensibles, ceux qui en ont le plus besoin. J'ai eu l'occasion de rencontrer un très grand nombre de salariés, y compris de notre mission locale, qui sont venus devant le siège de la Région pour demander des choses. Je voulais pointer ce fait.

J'espère que le représentant de la ville sera très attentif à ces financements, à la façon dont ils sont proposés, qui va mettre en grande difficulté les missions locales et donc tous nos jeunes, ceux qui ont le plus besoin d'être accompagnés, aussi bien en formation qu'en insertion.

M. le Maire : Merci, Monsieur Guillaud-Bataille.

Mme Benkahla : Je vais juste compléter. Des appels à projets sont proposés dans le cadre des missions locales. Souvent les missions locales n'y répondent pas, sûrement pour des raisons pratiques. Je pense notamment au contrat engagement jeunes en rupture, qui est une vraie opportunité pour les jeunes. La mission locale dont il est question n'a pas souhaité répondre à cet appel à projets, c'est bien dommage. Ce sont des centaines de milliers d'euros qui sont donnés au projet, avec un partenariat supplémentaire avec les associations qui œuvrent dans l'insertion des jeunes les plus en difficulté. Il y a des possibilités de financements d'État. Le tableau n'est pas aussi défaitiste.

M. le Maire : Monsieur Guillaud-Bataille, mais sans engager un débat sur les missions locales.

M. Guillaud-Bataille : Non, juste une précision. J'entends ce que dit Madame Benkahla. Justement, le problème venait du fait que les missions locales étaient exclues des appels d'offres. Elles n'avaient pas le droit d'y répondre. Ce qu'ont obtenu les délégations qui se sont rendues à la Région, du moins oralement, de la bouche du responsable de la formation et de l'insertion professionnelle de la Région, c'est qu'elles puissent candidater aux appels d'offres dans le futur cadre. Il y aurait un débat à avoir sur les moyens de le faire parce qu'elles sont aussi face à des entreprises privées qui ont plus de facilités, mais nous n'allons pas nous lancer dans ce débat. Je précise qu'elles vont avoir le droit de le faire. Il faudra donc y être attentif.

M. le Maire : Madame Benkahla, d'accord, mais deux secondes, parce que ce n'est pas à l'ordre du jour.

Mme Benkahla : Oui, juste pour que l'on ait des éléments de réalité. Les appels à projets dont il est question, contrat engagement jeune en rupture, ne peuvent se faire par les associations sans le partenariat obligatoire des missions locales.

M. le Maire : OK. Notre représentant a bien entendu, il sera vigilant. Nous en étions au point 36. Comme tout à l'heure, 7 ne prennent pas part au vote. C'est voté à l'unanimité.

Vote de la délibération n°36

Ont voté pour : 32

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, POUDY Franklin, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BENKAHLA Malika.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 7 (DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE-MENGUE TERENCE, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien)

La délibération n°36 est adoptée à l'unanimité

→ Modification de la désignation de représentant de la commune à l'Espace autonomie – secteur 6 du Val-de-Marne (anciennement CLIC)

M. le Maire : Le point 37, modification de la désignation de représentant de la commune à l'Espace autonomie - secteur 6 du Val-de-Marne (anciennement CLIC). Je crois que vous ne prenez pas part au vote, donc même résultat : 7 ne prennent pas part au vote.

Vote de la délibération n°37

Ont voté pour : 32

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, POUDY Franklin, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, Mme LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BENKAHLA Malika.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 7 (DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE-MENGUE Térence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien)

La délibération n 37 est adoptée à l'unanimité

→ Modification de la composition des commissions municipales

M. le Maire : Le point 38, modification de la composition des commissions municipales. Là, vous prenez part au vote. Y a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non. C'est voté à l'unanimité, merci.

Vote de la délibération n 38

Ont voté pour : 39

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BENKAHLA Malika, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n 38 est adoptée à l'unanimité

→ Compte rendu des décisions L-2122-22 du Code général des collectivités territoriales

M. le Maire : Nous arrivons au point crucial, le compte rendu des décisions L-2122-22 du Code général des collectivités territoriales. Y a-t-il des remarques sur ces décisions ? Je n'en vois pas.

Eh bien, écoutez, merci de l'excellente tenue de ce Conseil municipal. Je vous souhaite de très bonnes fêtes, à bientôt.

La séance est levée à 23 h 02.